

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Le Chèque Certifié

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le vendredi 13 juin, à 4 heures

PAR

Pierre THIBAUT

Président: M. WAHL, professeur.

*Suffragants: { MM. PERREAU, professeur.
RIST, professeur.*

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, Rue Racine, 15

1924

Le Chèque certifié

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Le Chèque certifié

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le vendredi 13 juin, à 4 heures

PAR

Pierre THIBAUT

Président: M. WAHL, professeur.

*Suffragants: { MM. PERREAU, professeur.
RIST, professeur.*

PARIS

JOUVE & C^e, ÉDITEURS

15, Rue Racine, 15

1924

*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*



Le Chèque Certifié

INTRODUCTION

Les Inconvénients et les Risques du Chèque Ordinaire en France

Au cours de ces dernières années, de nombreuses études ont paru sur le chèque, parce qu'il constitue un moyen commode de paiement, sans maniement de fonds. Il devenait ainsi d'un intérêt extrême, la vie chère et la baisse de notre change étant, dans une opinion assez généralement adoptée, des conséquences, au moins pour une large part, de la multiplication des monnaies métalliques et surtout fiduciaires, très principalement des billets de banque.

Il est hors de doute que, dans un milieu adéquat — et lorsqu'il est doté d'un statut légal approprié — le chèque permet une économie de monnaie. L'exemple de l'Angleterre et de l'Amérique est démonstratif à cet égard. On est d'accord pour admettre que les règlements s'y font presque exclusive-

ment par virements et par compensations : la proportion semble être de 80 0/0 environ. Mais, dans ces pays, l'ambiance est favorable à la diffusion du chèque et aussi à son plein rendement. Nous entendons par là que le chèque y aboutit, non point à un versement en espèces, mais à un règlement par jeux d'écritures. La raison essentielle en est que, dans ces contrées, il n'existe guère de personne un peu aisée qui n'ait un compte en banque.

Ce fait — qui est l'une des causes principales de la puissance économique de ces pays — frappait beaucoup les auteurs de notre loi sur le chèque (14 juin 1865) :

« En Angleterre, presque tout le monde, commerçant ou non-commerçant a son banquier; il n'y a pour ainsi dire pas de caisses privées. Il en résulte que tout débiteur qui veut se libérer donne un chèque sur le banquier qui lui sert de caissier; le créancier qui a lui-même un banquier pour caissier accepte volontiers le chèque qu'il envoie tout de suite à ce banquier pour être porté au crédit de son compte courant; en fin l'organisation du Clearing House permet d'effectuer chaque jour rapidement et économiquement la liquidation générale des chèques qui, presque tous, arrivent pour ainsi dire naturellement entre les mains des banquiers faisant partie de cette institution. On comprend comment la simplicité de ce mécanisme a dû propager l'usage des chèques; *mais il repose tout entier sur cette habi-*

tude essentiellement anglaise de ne pas avoir de caisses privées. En France, chaque particulier, commerçant ou non, a sa caisse; les rapports avec le banquier sont accidentels; on ne dépose guère en compte-courant que l'excédent de ses besoins prévus; les chèques émis ont plus fréquemment pour objet d'alimenter la caisse privée que de faire des paiements aux tiers. Lorsqu'un chèque est offert en paiement à un tiers, ce tiers qui n'a lui-même ni compte-courant, ni banquier, préférerait du numéraire... ». (Exposé des motifs par le conseiller d'Etat rapporteur Victor de Lavenay).

En Angleterre, par suite de ces conditions de milieu, le chèque, quelle que soit sa forme, aboutit presque toujours à un règlement, sans mouvement de fonds. En France, le même chèque est la plupart du temps transformé en espèces : celui qui le reçoit n'a rien de plus pressé que de courir chez le tiré pour l'encaisser. Ceci étant, l'on comprend la préférence générale pour les paiements en espèces.

Tout d'abord, l'accepteur d'un chèque est obligé à des déplacements, ce qui comporte des frais et des pertes de temps. Il n'y a presque personne qui n'en ait fait l'expérience. Il nous est arrivé d'aller « toucher » un chèque à la Banque de France et d'attendre près d'une heure devant les guichets, par suite de l'affluence et des vérifications. Il en est de même au siège social du Crédit Lyonnais, ou, pour parler plus exactement, à sa succursale principale du bou-

levarde des Italiens. Ces lenteurs et ces pertes de temps et d'argent sont un obstacle sérieux à la diffusion du chèque. Mais notons qu'elles n'existent que parce que l'on ne sait pas chez nous se servir du chèque et parce que l'ambiance qui convient ne se trouve pas réalisée. Le chèque — comme toute institution — suppose des conditions de fonctionnement sans lesquelles il est destiné à végéter. Il semble même que les « stations » des porteurs de chèques devant les guichets des Banques tendent à s'accroître, à se prolonger plutôt qu'à diminuer, car les escroqueries au chèque vont se multipliant et se perfectionnant et les Etablissements de crédit doivent, de plus en plus regarder de près.

Il y a peu de temps, l'on pouvait lire dans les journaux des manchettes du genre de celle-ci : Une offensive — Fabricants de faux chèques. — Trois des escrocs sont arrêtés à Paris, à Angers et à Dijon. (*Le Matin* du 20 novembre 1923) et au-dessous les faits que voici : La Sûreté générale et la police parisienne recherchaient depuis quelque temps d'astucieux filous, fabricants de faux chèques, ayant réussi à toucher des sommes assez importantes — plus de 200.000 francs — dans des banques d'Arras, de Tourcoing et de Cambrai. Le signalement des escrocs, ainsi que les caractéristiques des faux chèques émis par eux, avaient été transmis à la plupart des établissements financiers et aux diverses brigades de police mobile. La journée d'hier aura été néfaste

pour les faussaires qui avaient décidé une grosse offensive ayant pour but d'encaisser dans la même journée des chèques à Paris, à Saumur, à Angers, à Nantes et à Dijon. Trois de ces filous ont été démasqués à temps et arrêtés : l'un à Paris, l'autre à Angers et le troisième à Dijon. Ce dernier, Victor Cerro, a déclaré avoir touché la semaine dernière dans des banques de Tours et du Mans, 33.000 et 68.000 francs, tandis qu'un complice opérait à Nogent-sur-Seine, à Troyes et à Sens, et réussissait à réaliser 200.000 francs.

Devant de tels faits, l'on comprend que les Etablissements de crédit se livrent à de sérieuses et longues vérifications lorsque des chèques un peu importants leur sont présentés par des inconnus ; l'on comprend même qu'elles exigent des pièces d'identité, encore que les lois sur le chèques ne les prévoient pas. Les tribunaux apprécient, d'une façon souvent sévère la responsabilité des banquiers payeurs de chèques. On trouvera des détails fort complets sur ce point dans deux thèses récentes : l'une de M. Pierre Feschotte sur l'extension de la notion de risque au paiement de chèques » ; l'autre de M. A.-Achille Foul, député, sur le paiement des chèques perdus, volés, faux ou falsifiés en droit comparé. Qu'il suffise de dire ici que, sauf exceptions, les tribunaux tiennent les banquiers pour responsables, même de leurs fautes légères. Certains trouvent que la jurisprudence n'est pas assez sévère encore, parce que les banques font un

métier et qu'elles doivent répondre des risques inhérents à ce métier.

Quoi qu'il en soit, ces longs stationnements devant les guichets des banques sont susceptibles de produire des résultats contradictoires. Ils peuvent, et c'est fréquent, entraîner une désaffection à l'égard du chèque; ils peuvent par contre pousser les porteurs à se faire ouvrir un compte à une banque se trouvant à leur portée et y verser les chèques qu'ils reçoivent. Dans cette dernière hypothèse, la création du milieu nécessaire au fonctionnement idéal du chèque commencerait à se réaliser.

Mais ce n'est pas tout: non seulement les accepteurs de chèques sont exposés à des déplacements et à des pertes de temps, mais ils ne sont pas toujours certains d'encaisser, encore qu'ils aient des droits et des chèques qui les matérialisent. Il n'est point rare, en effet, que des chèques soient émis sans provision, auquel cas ce ne sont que des chiffons de papier. Sans doute, la loi pénale (2 août 1917) intervient alors, mais le bénéficiaire du chèque n'en est pas beaucoup avancé: seul son désir de vengeance, d'ailleurs légitime, peut y trouver son compte; le moindre grain de mil ferait mieux son affaire. Ce qu'il désire, c'est encaisser, et non pas que le tireur soit condamné à l'amende ni même à la prison. Ce n'est pas à dire que la loi du 2 août 1917 ne mérite d'être approuvée: elle a un effet d'intimidation et à ce titre devrait être renforcée

encore. Mais enfin, pour les gens qui font profession d'émettre des chèques sans provision, elle est très insuffisante.

Autre danger encore : le chèque peut-être provisionné et cependant « impayable ». Il suffit pour cela que le tireur ait interdit au tiré de le payer. C'est une pratique qui existe et qui est connue sous le nom de « bloquage » de la provision. Elle peut être parfois légitime, par exemple, si, par suite de circonstances, la remise du chèque se trouve dépourvue de cause. Mais elle n'est pas très rationnelle cependant : le tireur a émis un chèque payable pendant un certain nombre de jours fixé par la loi ; ce n'est pas pour le révoquer ou le paralyser avant l'expiration du délai. Il y a là une sorte de manque de bonne foi sauf hypothèses spéciales.

La jurisprudence française paraît vouloir se fixer dans le sens de la non liceité du bloquage, — sous le prétexte que, pour qu'il y ait chèque, il faut qu'il y ait fonds disponibles —, c'est-à-dire fonds à la disposition du bénéficiaire. Dans une thèse toute récente, M. Bemberg a contesté le bien fondé de cette jurisprudence. (La révocation du chèque en droit comparé).

En résumé, le chèque est un instrument de payement incommode et inutile s'il aboutit, comme c'est trop souvent le cas en France, à un règlement en espèces. A quoi bon, en effet, donner un chèque à son créancier, si celui-ci n'a qu'un désir et un but :

l'encaisser le plus rapidement possible. Sans doute, même dans cette éventualité, le tireur peut encore avoir avantage à employer le chèque, parce qu'il se dispense d'avoir les fonds chez lui, et parce que sa comptabilité se trouve très simplifiée. Le preneur n'a guère que des ennuis et des risques, des ennuis parce qu'il est obligé de se déplacer; des risques parce que le chèque peut n'être pas provisionné ou être bloqué. Cependant, il trouve aussi son compte à l'emploi de cet instrument en ce sens que, s'il prend soin de barrer le chèque, il est presque à l'abri de la perte et du vol. Quant au tiré, il a des avantages et *subit* des inconvénients: des avantages parce que le tireur a forcément un compte chez lui et que tout compte est, soit directement, soit indirectement, une source de profits; des inconvénients parce que sa position de teneur de caisse n'est pas sans dangers, comme le démontrent les faits divers des journaux et les décisions de la jurisprudence.

L'intérêt public n'est que peu servi par ce mode d'emploi du chèque qui aboutit à un versement d'espèces. Le but essentiel que l'on voudrait obtenir avec la diffusion du chèque et qui est une économie de monnaie n'est pas atteint, et, par suite, les conséquences heureuses qu'on en espérait, relèvement du change, baisse de la vie, ne peuvent se réaliser..... N'existe-t-il pas, de par le monde, une variété de chèque qui permettrait de supprimer ou du moins d'atténuer les risques inhérents au chèque ordinaire

et qui mériterait, par suite, de recevoir droit de cité dans notre législation? Ce chèque existe, croyons-nous, et c'est le chèque certifié. Il fonctionne dans de nombreux pays, notamment en Amérique, en Argentine et il y est fort apprécié. Il fera l'objet exclusif de cette étude, dont le plan sera le suivant:

I. Description du chèque certifié. Son mécanisme.
La conférence de la Haye de 1912.

II. Les antécédents parlementaires du chèque certifié en France. Les débats au Corps législatif lors du vote de la loi de 1865. Raisons qui ont fait écarter cette forme de chèque à cette date.

III. Les raisons de l'échec de la certification à la Conférence de la Haye de 1912.

IV. Etude de la proposition de loi Fould-de Montjou tendant à introduire en France le chèque certifié.

CHAPITRE I

Le Chèque Certifié. — Son Mécanisme. La Conférence de la Haye de 1912

A la Conférence de la Haye de 1912, la délégation américaine indiqua nettement en quoi consiste cette variété de chèques: « Un chèque certifié est un chèque tiré par le client d'une banque de façon ordinaire sur son compte de dépôt. Mais, sur ce titre, un employé de la banque inscrit une mention signifiant que le chèque est « bon » ou « certifié » pour la

somme pour laquelle il a été tiré. La certification s'obtient rapidement. On vérifie le montant du compte du client; on débite ce compte du montant du chèque; on applique le timbre et on signe la certification. »

Le mécanisme de ce chèque est donc assez simple: c'est un chèque ordinaire que la Banque tirée déclare provisionné et qu'elle s'engage à payer en tout état de cause. Elle se met à l'abri des risques possibles en affectant à ce chèque la somme nécessaire au paiement par le débit immédiat, mais provisoire, du compte du client. Il peut arriver, en effet, que le chèque ne soit jamais présenté ni payé, et, dans ce cas, il y a évidemment lieu de virer à nouveau la somme au compte du client.

La délégation américaine faisait observer qu'en Amérique, on pouvait remplacer les chèques certifiés par les « cashier's checks », émis par les employés de la banque à la demande des clients qui désirent un titre plus facilement négociable qu'un chèque tiré par eux. Mais elle prétendait qu'un cashiers chèque exige le double de temps et de travail pour le client et la Banque. « Pour obtenir un cashiers chèque, il faut établir deux chèques: celui émis par la Banque pour les besoins du client et celui du client tiré sur son compte pour rembourser la Banque. L'établissement du chèque de la banque qui doit généralement être signé par plusieurs employés, exige du travail et du temps pour les

deux parties. » La délégation américaine, retenons ceci, regarde donc le chèque certifié comme plus « expéditif » que le cashiers chèque. Il y a là une constatation d'un haut intérêt, car l'une des objections principales que l'on fait valoir en France contre le chèque certifié, c'est qu'il serait compliqué.

En Amérique, les Banques se prêtent de bonne grâce à la certification. La délégation américaine déclarait que la responsabilité assumée par les banques parce qu'elles donnent une certification et mettent à part les sommes nécessaires pour payer ces chèques, n'a donné lieu que très rarement à des difficultés ou à des procès. Les Banques ne voient donc pas leur position de « tirés » aggravée et la clientèle y trouve des avantages. « Pratiquement la certification donne au chèque émis par un particulier ou une association quelconque la même valeur qu'un chèque tiré directement par les employés de la banque. Le tireur demande la certification lorsqu'il doit faire un paiement à une personne qui ne connaît pas bien sa solvabilité ou bien un paiement dans un autre lieu quand sa propre signature à elle seule n'aurait pas assez de valeur, ou bien pour certaines opérations telles que le paiement de taxes, l'achat de propriétés immobilières, la conclusion de certaines affaires pour lesquelles il faudrait autrement payer en numéraire. Il est évident que le chèque certifié, dans ce cas, évite l'usage de l'or et des billets de banque. »

Bref, en pincipe, un chèque certifié est un chèque sûr; mais si le chèque est sûr, il se développera fatalement parce que c'est la monnaie la plus perfectionnée.

La certification existe, en Amérique, sous deux formes: le tireur peut la demander avant de remettre son chèque au bénéficiaire, et, dans ce cas, elle vaut acceptation: c'est-à-dire que la Banque prend l'engagement de payer; le porteur peut également la demander au moment de la présentation: dans cette hypothèse, le tireur et les endosseurs sont libérés de toute responsabilité quant à ce chèque; le tiré seul reste tenu. Disons dès maintenant que la certification sur réquisition du porteur ne nous paraît pas heureuse. Nous aurons à revenir sur ce point.

Dans un opuscule destiné à ses employés, la « Bankers Trust Company » dit que pour éviter des fraudes l'on fait usage, en Amérique, de chèques acceptés par les Banquiers. Le banquier qui accepte un chèque, c'est-à-dire qui le vise, certifie qu'il y a provision; il engage donc sa responsabilité, et doit, par conséquent, débiter le compte sitôt qu'il a visé le chèque; au cas où le chèque ne serait pas présenté et pour éviter toutes difficultés, même après l'expiration des délais de présentation, le banquier devra, pour annuler le débit, exiger que le chèque inutilisé lui soit remis, afin d'être sûr que son acceptation ne continue pas à circuler.

Ces explications rendent tangible, s'il est permis

de s'exprimer ainsi, le mode de fonctionnement du chèque certifié aux Etats-Unis... La Bankers Trust Company estime que si cet usage n'est pas courant en France, rien ne s'oppose à ce que l'on y ait recours...

Il y a là une affirmation qui est peut-être téméraire. L'administration de l'enregistrement ne serait-elle pas fondée à prétendre, dans l'état actuel de notre droit, que le visa est une addition au chèque qui le transforme en lettre de change, et comme conséquence, n'exigerait-elle pas le droit de timbre proportionnel ? C'est, semble-t-il, l'obstacle qui jusqu'ici s'est dressé devant les Etablissements de Crédit. Nous ne sommes pas en face de craintes chimériques. N'a-t-il pas été nécessaire de faire une loi (26 janvier 1917), pour permettre, sans perception de timbre supplémentaire, la mention de domiciliation sur un chèque ? « En l'état actuel de notre législation, était-il dit dans le projet Ribot du 18 mai 1916, qui devait devenir la loi du 26 janvier 1917, la mention « Payable au débit de mon compte, soit à la Banque de France, soit dans une Chambre de compensation », ne pourrait être apposée sur le chèque par le tiré au moment de la présentation à l'encaissement, sans paiement d'un nouveau droit de timbre de 10 ou de 20 centimes, institué par l'article 12 de la loi du 31 juillet 1913 pour les ordres de virements en banque*exécutés ou non sur la place d'où ils ont été donnés. Une amende de 6 fr. 25 serait, en outre,

encourue pour rédaction de deux actes (chèque et ordre de virement) à la suite l'un de l'autre sur une même feuille timbrée. » (Loi du 13 Brumaire an VII. Articles 22 et 23).

Les tarifs à percevoir ne seraient pas les mêmes, mais l'administration de l'enregistrement ne se montrerait sans doute pas plus tolérante pour la mention d'acceptation que pour la mention de domiciliation. Le chèque est un acte rédigé sur timbre. Or l'article 23 de la loi du 13 Brumaire an VII décide qu'« il ne pourra être fait ni expédié deux actes à la suite l'un de l'autre sur la même feuille de papier timbré, notwithstanding tout usage ou règlement contraire ».

De plus, comme l'observait M. Charles-Georges Picot, dans un article de la *Revue Politique et Parlementaire* du 10 juin 1916: « le chèque bénéficie d'un régime de faveur. Or toute exception est de droit étroit. Si donc vous ajoutez à un chèque une formule qui ne rentre pas dans la définition limitative que la loi donne du chèque, vous créez un effet qui n'a plus le droit de bénéficier des faveurs accordées au chèque par la loi et qui tombera alors sous le coup du timbre proportionnel. » (1)

(1) M. Picot admettait donc avec l'Administration que la mention de domiciliation modifiait la nature du chèque. C'est un point de vue fort contestable et qui a été combattu notamment par M. le sénateur Chastenot. Mais, en fait, c'est l'interprétation qui a prévalu puisqu'une loi a été nécessaire. Il semble bien que la formule d'acceptation

Ceci a été écrit à propos de la domiciliation : mais ne serait-ce pas également vrai de l'acceptation ? Il semble donc que, si l'on voulait autoriser le chèque certifié en France, il serait nécessaire de faire une loi. Deux députés, MM. A.-Achille Fould et Guy de Montjou ont pris cette initiative, le 14 mars 1923, en déposant la proposition suivante : « Avant l'émission
« d'un chèque, le tireur peut le faire certifier par le
« tiré. La certification vaut acceptation : Elle se fait
« dans les mêmes formes que l'acceptation des lettres
« de change et produit les mêmes effets, sauf toute-
« fois que le tiré est dégagé de sa responsabilité dès

se heurterait aux mêmes difficultés. On verra plus loin qu'à la Conférence de la Haye, en 1912, la certification parut n'être pas compatible avec la nature juridique du chèque. Il y a là une conception que nous combattons, mais qui a des chances d'être admise par l'Administration de l'Enregistrement, dont l'esprit de fiscalité est assez vif, surtout actuellement.

Le chèque bénéficie toujours d'un tarif de faveur, même depuis la loi du 23 mars 1924 ; mais à une condition cependant, c'est qu'il soit tiré sur un banquier : « Le taux du droit de timbre afférent aux chèques et aux ordres de virement en banque est fixé uniformément à 0 fr. 20 centimes sans addition de décimes. Toutefois, les chèques tirés sur toute autre personne qu'un banquier, un agent de change, le caissier payeur central du Trésor public, les Trésoriers payeurs généraux ou les receveurs particuliers des finances seront, en outre, soumis au droit du timbre de quittance. » (Art. 8).

Ce texte comporte deux innovations : 1° Il n'est plus fait de distinction entre les chèques déplacés et les chèques non déplacés : ils sont tous assujettis au même tarif ; 2° Le chèque sur banquier continue seul à bénéficier d'un tarif de faveur, les chèques sur toutes autres personnes constituant des procédés de fraude fiscale fréquente.

« que les délais de présentation du chèque sont écou-
« lés, soit après cinq jours, soit après huit jours,
« selon que le chèque est émis sur la même place ou
« de place à place. »

CHAPITRE II

Les Antécédents Parlementaires du Chèque Certifié en France.
Les Débats au Corps Législatif lors du vote de la loi de
1865. — Raisons qui ont fait écarter cette forme de chèque
à cette date.

Il est essentiel d'observer tout d'abord que dans les débats au Corps législatif, lors du vote de notre première loi sur le chèque (14 juin 1865), la question du chèque certifié fut posée. Dans le rapport Darimon (*Moniteur* du 27 avril 1865), l'on peut lire ce qui suit : « Quelques personnes, frappées de la lenteur avec laquelle se répandaient en France les banques de dépôts, ont recherché les moyens de précipiter le mouvement. A leur avis, ce qui empêche les particuliers de déposer leurs fonds disponibles dans les banques, c'est d'abord parce que par la nature des opérations auxquelles elles sont tenues de se livrer, elles ne peuvent fournir un intérêt assez élevé ; c'est ensuite parce que le chèque inspire une certaine défiance, surtout lorsqu'il émane d'une personne peu connue. Les banques étant obligées d'avoir des sommes considérables à leur disposition pour faire face aux chèques qu'on tire sur elles, ne peuvent engager les fonds qui leur sont confiés que dans des opérations fort courtes, et comme le nombre en est restreint, elles ne servent aux

sommes déposées qu'un intérêt en quelque sorte dérisoire en présence de celui qu'offrent aux capitaux les autres placements. En ce qui concerne le chèque, tout le monde n'a pas la notoriété d'un Rothschild; il peut se faire que, si l'on offre un chèque en paiement, on se le voie refuser et qu'on soit obligé de remplacer le carnet de chèques par une bourse bien garnie. Le remède à cette situation n'a pas coûté beaucoup de frais d'imagination à ses auteurs. Il est emprunté aux procédés des anciennes banques de dépôts. C'est le chèque soumis à un visa préalable. »

La savant rapporteur combat cette forme de chèque par toute une série d'arguments qui ont été repris et amplifiés par les adversaires de la proposition Guy de Montjou-A.-Achille Fould.

Albert Darimon s'efforce d'abord d'établir la filiation du chèque certifié. « Les premières banques de dépôts, telles qu'elles furent établies à Gênes, à Venise, à Amsterdam et à Hambourg, ne faisaient point usage des chèques: établies au seul profit des négociants, elles exécutaient leurs virements de comptes au moyen d'un autre instrument. En échange des sommes déposées chez elles en monnaie métallique de toute provenance, elles remettaient des certificats dans lesquels les sommes étaient exprimées en monnaie idéale, qu'on appelait à cause de cela monnaie de banque. Ces certificats passaient de main en main, exactement comme les warrants de marchandises déposées de nos jours dans les Magasins généraux:

ils étaient préférés à l'argent et le plus souvent faisaient prime. Quant à la Banque, son rôle se bornait à recevoir des dépôts, à émettre des certificats et à opérer le virement des sommes déposées du compte d'un négociant au compte d'un autre négociant. Le chèque soumis à l'acceptation préalable et comme on l'a appelé récemment de son véritable nom, le chèque certifié, n'est pas autre chose que l'instrument connu autrefois sous le nom de certificat de dépôt. »

Il y a une différence de forme entre les anciens certificats de dépôts et les chèques certifiés, les certificats de dépôts étaient émis par les Banques: les chèques certifiés le sont par les clients: il est vrai qu'avant de les émettre, ceux-ci devraient se rendre à la Banque pour les faire viser, c'est-à-dire pour faire reconnaître que la somme énoncée au chèque existe réellement, si bien que la différence est, en réalité, plus apparente qu'effective. Les cashiers chèques sont plus près des certificats de dépôt que les chèques certifiés, et personne ne le leur reproche.

Le chèque ordinaire, lui-même n'est qu'un dérivé des certificats de dépôts. Dans un article sur le chèque barré paru dans le *Bulletin de la Chambre de Commerce anglo-belge* (Bruxelles 1908), il est dit que « maints de nos usages commerciaux, disons même de nos institutions commerciales nous viennent des Hollandais et Malynes, un auteur du milieu du XVII^e siècle, disait que les marchands hollandais, désirant transférer à leurs clients une partie des fonds déposés

chez leurs banquiers, avaient l'habitude de se rendre à la fin de la journée chez ces derniers pour leur faire connaître les transferts de fonds qu'ils avaient à opérer pour leur compte. Evidemment c'était là un procédé primitif; mais il fut cependant, comme le fait remarquer Hermann Cohen, le germe d'où sortit la méthode actuellement employée pour le transfert des fonds dans le monde civilisé. » (page 45).

Le même Bulletin retrace d'une manière précise les circonstances de l'apparition du chèque en Angleterre. Dans ce pays, les orfèvres avaient assumé le rôle des banquiers en Hollande. Voici à la suite de quels événements: « Dans le dessin de se garantir de la perte et du vol, les orfèvres avaient pris l'habitude, au commencement du XVII^e siècle, de déposer leur or et leurs objets précieux à l'Hôtel des Monnaies. Mais en 1640, Charles I s'appropriä ces dépôts. Rendus prudents, les orfèvres s'organisèrent pour garder désormais chez eux leurs métaux précieux et même ils acceptèrent des dépôts de la part des particuliers, se substituant ainsi à l'Hôtel des Monnaies. Et la série des opérations de banque se déroula toute, déterminée par ce fait initial. Les orfèvres ouvrirent des comptes-courants, consentirent des avances d'argent, firent des virements, délivrèrent des récépissés que l'on appela « Goldsmiths notes ». Ces goldsmiths étaient des certificats d'or, des billets convertibles; ils vont se métamorphoser en chèques. En 1694 fut créée la Banque d'Angleterre: elle rendit vite de grands servi-

ces à l'Etat et en compensation reçut divers privilèges. En 1742 notamment, un acte du Parlement interdit de fonder de nouvelles banques ayant pour objet de créer des valeurs sous forme de billets payables à vue. Cette prohibition fut tournée à l'aide du procédé que voici : « Les banquiers de Londres, au lieu de remettre des billets payables à vue sur leurs caisses à leurs clients, se contentèrent d'inscrire au crédit de ces derniers le montant de ce qui leur était dû et de leur remettre des carnets contenant un certain nombre de formules en blanc que les clients purent remplir en faveur de qui bon leur semblait. » (*Bulletin de la Chambre de Commerce anglo-belge*, page 47, Bruxelles, 1908).

En somme, les chèques, quels qu'ils soient, ordinaires ou certifiés, paraissent avoir leur origine dans les certificats de dépôt d'or ou de valeurs des banquiers et des orfèvres. Il y a là une filiation qui semble assez bien établie, mais qui n'empporte pas un préjugé défavorable, comme paraît le croire A. Darimon. C'est la preuve au contraire que l'on est en face d'une institution qui répond à des nécessités réelles. Les institutions qui sont sans racines dans les faits n'ont, en effet, qu'une vie assez éphémère. C'est une recommandation pour le chèque certifié notamment que de ne pas dater d'hier, que d'avoir un long passé. Le chèque certifié n'est pas une « nouveauté ». Nous l'accordons au Rapporteur de la loi de 1865; mais nous estimons que cela déjà plaide en sa faveur.

A. Darimon fait ensuite parler les partisans du

chèque certifié: « Avant de délivrer un chèque, on irait à la banque réclamer un visa constatant que la somme énoncée au chèque existe réellement; le chèque ainsi revêtu d'un visa prendrait la valeur de la monnaie métallique; il inspirerait une confiance entière; *il n'y aurait aucune limite à sa circulation*; il deviendrait bien vite le suppléant commode des billets de banque : dès lors la banque de dépôts n'étant plus menacée d'un remboursement immédiat pourrait placer les capitaux qui lui sont confiés à des échéances plus longues: l'intérêt servi aux déposants ne tarderait pas à s'élever et la quantité des dépôts par suite à devenir plus considérable. »

A. Darimon soulève contre cette combinaison une objection préjudicielle : « C'est qu'elle repose sur une fausse idée que l'on s'est faite de la banque de dépôt et de la nature des opérations auxquelles elle se livre. La banque de dépôts n'est point destinée, comme on pourrait le penser, à recevoir des capitaux qui cherchent un placement et qui vont naturellement là où un intérêt plus fort leur est offert; elle tend à grouper et à réunir tous les capitaux flottants qui sont momentanément sans emploi et les fonds de roulement que les particuliers gardent habituellement dans leurs tiroirs et dans leurs caisses! »

Que tel soit bien le rôle des banques de dépôts, nous n'en disconvenons pas ; mais le danger que signale Darimon, à savoir qu'il n'y aurait aucune

limite à la circulation du chèque, n'est pas inhérent au système de la certification. La proposition Guy de Montjou-A.-Achille Fould dont nous avons donné plus haut le libellé, y apporte un remède adéquat: le tiré est dégagé de sa responsabilité dès que les délais de présentation du chèque sont écoulés, soit après cinq jours, soit après huit jours, selon que le chèque est émis sur la même place ou de place à place. Dans de telles conditions, la circulation du chèque ne risquerait pas de devenir sans limite: tout au contraire, les porteurs s'empresseraient de présenter leurs chèques; car, présentés à temps, ils vaudraient de l'or, et présentés tardivement, ils vaudraient ce que vaudraient les tireurs. La certification, ainsi entendue et limitée, constituerait un stimulant fort efficace de présentation rapide. Le chèque ne dégénérerait pas en instrument de crédit; il resterait un instrument de paiement. Bref, l'objection de Darimon serait solide par rapport à certains modes de certification, mais il y en a d'autres vis-à-vis desquelles elle est sans aucune portée.

Le rapporteur de la loi de 1865 conteste encore les autres avantages que l'on espère du chèque certifié: « Nous ferons remarquer d'abord que le cas où le particulier de qui émane le chèque ne serait pas connu de la personne qui le reçoit, sera excessivement rare; la plupart du temps le chèque servira à consommer une opération entre deux personnes qui sont en relations habituelles d'affaires: dans ces cir-

constances, la précaution du visa préalable ne serait qu'une perte de temps inutile. »

Il était peut-être vrai en 1865 que le chèque ne circulait qu'entre personnes se connaissant et en relations d'affaires; mais il n'en est plus de même aujourd'hui. L'emploi du chèque s'est beaucoup généralisé : les faits sont là pour démontrer qu'à tout instant les porteurs de chèques se trouvent en face de chèques sans provision, révoqués et bloqués. Les journaux sont remplis de cas de ce genre : M. A. D..., fils de feu A. D... et dont les exploits ont été récemment relatés par le *Matin*, a été condamné hier, par la 11^e *Chambre* du Tribunal correctionnel de la Seine, dans six affaires différentes : il s'agissait de chèques sans provision. (*Le Matin*, 4 décembre 1923).

Les chèques sans provision, c'est la monnaie courante devant les tribunaux : c'est à ce point qu'une expression s'est créée pour désigner la chose : l'on parle couramment d'escroquerie au chèque. C'est là le danger essentiel pour celui qui accepte un chèque en paiement. C'est la plaie du chèque. Il n'est plus raisonnablement possible de prétendre que le chèque ne circule qu'entre personnes se connaissant. Il s'est beaucoup démocratisé depuis 1865.

Continuant son examen, A. Darimon se demande si le visa préalable mettra le commerçants à l'abri de ce que l'on a appelé d'avance le vol au chèque. Il ne le pense pas : « Si un fripon a assez d'audace pour

émettre un chèque sur un banquier chez qui il n'a point de fonds déposés, il ne lui en coûtera rien d'imiter le visa d'un banquier ; ce ne sera qu'un pas de plus vers un acte criminel. » Cette façon de voir ne s'impose pas : l'on peut même affirmer qu'elle est inexacte. Tout d'abord, le susdit fripon éprouvera des difficultés pratiques très grandes à falsifier la certification : il lui faudra tout un appareil. Et d'autre part les pénalités sont bien différentes dans les deux cas : l'émission d'un chèque sans provision échappait souvent à toute répression dans la loi de 1865 : aujourd'hui même, elle y échappe encore parfois. En tous cas, les peines sont légères, alors que, dès qu'il y a faux, elles sont graves et certaines.

Le Rapporteur au Corps législatif est, en outre, effrayé des complications de la certification : « Du jour où la nécessité du visa serait admise pour certaines catégories de personnes, le visa serait bientôt, au même titre, exigé par tout négociant recevant un chèque. Que de complications ! Que de démarches multipliées ! L'émission du chèque deviendrait alors presque impossible. »

CHAPITRE III

Les raisons de l'échec de la certification, à la Conférence de la Haye, en 1912

Nous venons de voir quel accueil peu favorable fut fait au chèque certifié lors des débats qui ont précédé au Corps législatif le vote de la loi de 1865. Le moyen d'expliquer alors comment l'Amérique, pays pratique par excellence, est si attachée à cette forme de chèque? Le moyen d'expliquer comment à la Haye, en 1912, la délégation américaine la recommandait pour sa simplicité et sa rapidité de confection?

Il est vrai qu'elle ne réussit pas à faire admettre la certification dans le projet de loi uniforme soumis à la Conférence; mais que valent les raisons qui lui furent opposées? De par sa nature, affirme-t-on, le chèque est un instrument de payement et non de crédit. Le tiré n'a pas à se constituer débiteur conjointement avec le tireur; il doit payer, mais n'a rien à promettre...

Dans une thèse récente (le Chèque et la Déflation monétaire, Imprimerie Floch, Mayenne, 1923), M. Guy de Montjou a répondu que cette objection, d'un caractère tout à fait théorique, n'est pas déci-

sive. « Une confusion paraît s'être établie, dans l'esprit des délégués, entre deux sortes de certification. Certes, on ne saurait admettre, comme le font les Etats-Unis, que le porteur puisse présenter un chèque à la Banque pour acceptation ou certification. Ce serait faire perdre à cet effet son caractère essentiel, le paiement à vue, et le transformer en une véritable traite soumise à l'acceptation avant l'échéance. Ce n'est pas de cela qu'il s'agit, mais d'une attestation de la banque où le titulaire du carnet de chèques a son compte ouvert, attestation de l'existence d'une provision suffisante pour couvrir ledit chèque. Elle est obtenue, non pas par le bénéficiaire, mais par le tireur dans le but de renforcer sa propre signature en lui adjoignant celle de la banque tirée. Si la personne à laquelle le chèque est remis n'a pas suffisamment confiance dans le tireur, elle sera ainsi absolument tranquillisée. En contresignant le chèque, le banquier garantit au bénéficiaire le paiement intégral de l'effet qu'il reçoit. Comment cet effet pourrait-il perdre ainsi la qualité d'instrument de paiement? Il la possède avec bien plus d'évidence encore, semble-t-il! » (pages 74 et 75).

L'acceptation n'est incompatible avec la nature juridique du chèque que lorsqu'elle s'effectue à la demande du porteur: elle ne l'est pas quand elle s'effectue à la demande du tireur, avant le lancement du chèque dans la circulation. Il y a là une distinction qui ne fut pas suffisamment faite à la Haye:

certaines modalités de la certification doivent être proscrites parce qu'elles feraient du chèque un instrument de crédit, alors qu'il doit rester un instrument de paiement. Mais d'autres peuvent être admises puisqu'elles lui donnent de la sécurité et par suite en font une monnaie mieux accueillie.

Comme l'écrit M. Guy de Montjou: « Si l'on veut que l'emploi du chèque se répande de plus en plus, si l'on veut que son utilité devienne pratique et constante pour tous, et non pas seulement pour ceux qui jouissent d'un crédit exceptionnel, il faut, de toute évidence, admettre la faculté d'en obtenir la certification. » (page 76).

D'après les juristes de la Haye, l'acceptation porterait encore atteinte à la nécessité pour le tireur d'avoir des fonds disponibles chez le tiré. Ce n'est pas une conséquence nécessaire; loin de là! Que font les banques lors de la certification? Elles débitent instantanément le compte du tireur du montant du chèque. C'est donc que ce montant existe et est disponible. Il pourra arriver, dans la pratique, que la Banque donne son acceptation sans qu'il y ait au compte des fonds suffisants et disponibles. Mais alors, elle sort de son rôle: ce n'est pas un corollaire de la certification, c'en est la caricature. Aujourd'hui, d'ailleurs, la notion de fonds disponibles est extrêmement élastique et il n'est pas rare que les banques payent des chèques à découvert ou émis sur ouverture de crédit. Le risque est alors le même

que dans une certification à découvert: les abus qui peuvent se commettre à l'ombre d'une institution ne prouvent rien contre, si du moins ils ne sont pas dans sa logique. Or, ici, la certification est normalement la preuve qu'il y a fonds disponibles et suffisants lors de l'émission. Elle individualise en quelque sorte ces fonds puisqu'elle les met en réserve et les affecte par priorité au paiement du chèque.

D'après Léon Say, c'est à l'occasion d'un chèque certifié que s'est ouverte la crise américaine de 1884: il s'agissait d'un chèque de 215.000 dollars remis au Clearing-House de New-York par la maison Grant et Ward et que la première banque nationale avait accepté, bien que Grant et Ward n'eussent pas plus de deux mille dollars au crédit de leur compte. (Léon Say. Dictionnaire des Finances. Mot: chèque).

Qu'une acceptation à découvert puisse créer des dangers sérieux, c'est l'évidence même; mais la faute, en pareil cas n'est pas à l'institution, mais à la Banque qui en fait un usage abusif. Aujourd'hui, on est exposé à des risques identiques, parce qu'un chèque peut être tiré sur une ouverture de crédit et qu'une ouverture de crédit imprudente peut amener la débâcle d'un établissement et déterminer une crise. L'on pourrait citer des exemples en France: (Société Centrale des Banques de Province). (Député G...).

La conférence de la Haye redoutait la certification comme portant atteinte à la nécessité de fonds disponibles: mais le Comité était unanime à reconnaître

qu'il y avait fonds disponibles, non seulement quand le tireur avait un dépôt d'argent chez le tiré, mais aussi quand celui-ci lui avait ouvert un crédit, et généralement dans tous les cas où le tireur a contre le tiré une créance de somme d'argent liquide et exigible. Mais qu'est-ce donc qu'une certification à découvert sinon un mode d'ouverture de crédit? En résumé la certification, sauf pratique abusive de la banque, prouve que les fonds sont suffisants et disponibles; et c'est encore un de ses avantages.

L'on observait enfin que l'acceptation créerait deux espèces de chèques, les acceptés et les non-acceptés. Ces derniers trouveraient plus difficilement preneurs que les acceptés au détriment du paiement par chèques. Il y aurait en effet, deux espèces de chèques, mais que cela fut nuisible au paiement par chèques, c'est ce que l'on ne comprend guère. Les personnalités dont le crédit est notoire pourraient se permettre d'émettre des chèques non acceptés : ils seraient pris comme de l'argent... Quant aux autres, ils seraient dans la situation où ils sont aujourd'hui, s'ils ne faisaient pas accepter leurs chèques : c'est-à-dire qu'ils seraient exposés à se les voir refuser. Le chèque n'est pas une monnaie à cours légal. Ils seraient juges des cas où ils auraient intérêt à faire certifier. Il ne s'agit pas, en effet, d'établir une certification obligatoire, mais facultative : il appartiendra à chacun d'y recourir quand il le croira nécessaire ou utile. On ne voit pas

en quoi la faculté de certification compromettrait le paiement par chèque: elle est plutôt de nature à y inciter, puisqu'elle est un facteur de sécurité, et que, dès que le chèque est sûr, il se développe par sa vertu propre. Le chèque est en effet supérieur à tous les autres instruments de libération.

En résumé, ni au moment de l'élaboration de la loi de 1865, ni à la conférence de la Haye de 1912, l'on apporte, semble-t-il, de raisons péremptoires contre la certification sur réquisition du tireur avant la remise du chèque, cette certification ne valant d'ailleurs que jusqu'à l'expiration des délais de présentation du chèque.

CHAPITRE IV

Etude de la proposition de loi de Montjou-Fould (14 Mars 1923)
tendant à introduire le chèque certifié en France.

Le 14 mars 1923, MM. A. Achille Fould et Guy de Montjou ont déposé sur le bureau de la Chambre la proposition de loi que nous avons déjà signalée et dont nous rappelons le libellé :

« Avant l'émission d'un chèque, le tireur peut le
« faire certifier par le tiré. La certification vaut
« acceptation: elle se fait dans les mêmes formes
« que l'acceptation des lettres de change et produit
« les mêmes effets, sauf toutefois que le tiré est
« dégagé de sa responsabilité dès que les délais de
présentation du chèque sont écoulés, soit après
« cinq jours, soit après huit jours, selon que le
« chèque est émis sur la même place ou de place à
« place. »

L'exposé des motifs est assez court, mais substantiel. Les deux députés rappellent d'abord quel est le mécanisme du chèque certifié; ils indiquent ensuite que la certification existe sous deux formes aux Etats-Unis: à la demande du tireur et à la demande du porteur: « Sous cette seconde forme, écrivent-ils, la certification ne paraît pas devoir être admise, car elle irait à l'encontre même de la nature propre du chèque, et d'instrument de paiement qu'il est et

doit rester, en ferait un instrument de crédit comme le billet à ordre et la lettre de change. Au contraire, sous la première forme, la certification est réellement, comme l'observaient les délégués américains à la Haye « un moyen de développer l'usage des chèques en multipliant leurs avantages. » Dans ce cas, en effet, ils valent pratiquement de l'or, c'est-à-dire que l'idéal vers lequel doit tendre toute monnaie de papier est atteint. »

MM. Guy de Montjou et A. Achille Fould se retranchent ensuite derrière l'autorité de certains juristes: « Des professeurs de la Faculté de Droit de Paris ont bien établi ce fait que le risque du chèque vient de ce que le porteur a barre sur le seul tireur: « L'engagement auquel le porteur attacherait du prix serait celui du tiré du banquier; celui du tireur, qui n'a souvent qu'une faible surface lui est plutôt indifférent. Or, précisément, cet engagement n'est pas pris par le tiré. » (Thaller et Percerou. *Traité élémentaire de droit commercial*. Edition 1922, n° 1652 bis, p. 941). Ce vice inhérent au chèque ordinaire, disparaît avec la certification. Le chèque est accepté avec la même facilité qu'un billet de banque.

Peut-être même, pourrait-on craindre que le chèque certifié ne demeure dans la circulation et qu'une monnaie de banque ne se crée ainsi à côté de la monnaie légale. On peut remédier à ce danger en décidant que le bénéfice de la certification ne s'étend pas au delà des délais de présentation, soit 5 jours si

le chèque est sur la même place, et 8 jours s'il est de place à place. Ainsi sera sauvegardée le caractère spécial du chèque, instrument de libération et non pas de crédit. »

Les deux députés relèvent encore d'autres avantages à l'actif du chèque certifié: l'on sait combien est préoccupante la question de la révocation et du blocage du chèque par le tireur. Elle serait résolue du fait de la certification. C'est ce qu'observait le Président du Tribunal de commerce de la Seine, M. A. Troullier, dans un article récent: « Peut-être l'adoption du chèque certifié, chèque toujours irrévocable, résoudrait-elle le problème? » (*L'Economie nouvelle*, janvier 1923. Révocabilité du chèque, pages 19 à 24).

Pour MM. Guy de Montjou et A. Achille Fould, le chèque certifié apparaît comme le chèque de l'avenir, parce que seul il réalise vraiment la formule malheureusement un peu creuse aujourd'hui: à savoir que le chèque c'est de l'argent.

Quand la proposition de Montjou-Fould a paru, elle a suscité des approbations, mais aussi des critiques qu'il importe d'examiner. Nous n'insisterons pas lorsqu'il s'agira d'arguments déjà vus. Nous nous attacherons au contraire aux objections nouvelles.

Le Comité central des Chambres syndicales (Union des Syndicats professionnels patronaux, siège social: 44, rue de Rennes, Paris), a confié l'étude de la ques-

tion à M. Bellenand. Celui-ci a rédigé un rapport (juin 1923), dans lequel il dit: « Comme sécurité, si la banque est sérieuse, c'est parfait, à condition toutefois que le chèque soit présenté dans les délais. Mais, comme commodité, il en est, semble-t-il, tout autrement. Comment, en effet, régler pratiquement, sur l'heure, un achat au comptant par le moyen du chèque dont la certification entraînera tout de même dérangement et perte de temps, surtout si la banque n'est pas tout proche, ce qui est assez courant...

Dans bien des cas il faudra recourir à la poste, ce qui demandera souvent deux ou trois jours et compliquera l'opération tout en la rendant un peu plus onéreuse. Le chèque ne peut plus alors être comparé à de l'argent comptant qui permet de se libérer de suite et bien des transactions ne pourraient s'opérer par ce moyen. »

Il semble qu'une certaine confusion se soit produite dans l'esprit de M. Bellenand: il n'est pas question de supprimer le chèque non accepté; mais de créer à côté le chèque accepté. Dans les cas indiqués, le débiteur pourra, comme aujourd'hui, se libérer par chèque ordinaire si son créancier veut bien y consentir. Rien ne sera changé à la situation actuelle, sauf qu'un instrument de libération de plus sera mis à la disposition des débiteurs. Ils l'emploieront quand ils y trouveront leur compte. C'est le cas en Amérique: les deux variétés de chèques circulent: comme le disait la délégation américaine à la Haye,

le tireur demande la certification lorsqu'il doit faire un paiement à une personne qui ne connaît pas bien sa solvabilité ou bien un paiement dans un autre lieu quand sa propre signature, à elle seule, n'aurait pas assez de valeur... On voit quel est l'usage du chèque certifié: il rend des services dans certaines hypothèses: il n'est pas question de supprimer le chèque ordinaire. Chacun a son champ d'action. De ce que la certification n'est pas toujours pratique, il ne s'ensuit pas qu'elle ne le soit jamais.

Le Rapporteur du Comité Central des Chambres Syndicales se demande ensuite: « s'il faudra tenir compte du temps perdu pour obtenir la certification et postdater le chèque afin qu'il puisse être présenté dans les délais impartis par la loi. Cela ne paraît pas souhaitable. C'est même puni par la loi du 19 février 1874, et cependant s'il s'écoule deux ou trois jours seulement du moment de sa confection au moment où il pourra être remis certifié au bénéficiaire, il sera bien difficile à celui-ci de le faire encaisser à temps... ».

Voici une objection sérieuse et qui doit retenir l'attention: Disons d'abord que, dès maintenant, pour le chèque ordinaire, le problème des délais de présentation est à l'ordre du jour (1). Dans les

(1) M. Bellenand le reconnaît dans une autre partie de son rapport: « Il est bien rare qu'un chèque, surtout s'il est barré, puisse être présenté à temps... Même si la certification n'en est pas demandée, sa transmission du tireur

Annales de droit commercial et industriel (août-décembre 1920. *Echos de jurisprudence*), l'on peut lire que, dans le monde des affaires, les délais de présentation, prévus à l'article 5 de la loi de 1865, sont jugés trop courts. Un chèque de New-York à Paris arrivera, le plus souvent, si on applique strictement ce texte, déjà périmé à son destinataire, compte tenu des habitudes de nombreux commerçants qui conservent par devers eux tous les chèques qu'ils reçoivent pour en réclamer le paiement en bloc toutes les semaines, tous les quinze jours ou même tous les mois, selon l'importance de leurs affaires, les nécessités de leurs échéances, et, si l'on songe à la gravité de la sanction de l'article 5 (perte du recours contre le tireur) on conviendra que le texte, peu appliqué en temps normal, présente en temps de crise des inconvénients.

Il y a donc déjà une question des délais de paiement: cette question ne naît donc pas du fait de la certification; mais l'on doit reconnaître qu'elle serait encore aggravée de ce fait. Comment la résoudre? Tout simplement en maintenant ferme la règle que la certification ne vaut que jusqu'à l'expiration des

au bénéficiaire, de celui-ci à son banquier, de ce dernier à la chambre de compensation ou au banquier payeur, la passation des écritures dans chaque établissement, tout cela est long et les délais sont courts. Il nous semblerait utile de les allonger un peu, de les porter par exemple à huit jours pour un chèque tiré sur la même place, et à douze jours pour un chèque tiré de place à place.

délais de présentation et en allongeant un peu ces délais, en les portant par exemple à 10 ou 15 jours. Il n'y a plus lieu, étant donné les moyens actuels de communication de distinguer s'il s'agit d'un chèque sur la même place ou de place à place — autant du moins que l'on reste à l'intérieur de l'Etat, — car, pour les chèques venant de l'étranger, il y aurait peut-être lieu d'augmenter encore les délais. C'est une question d'opportunité et de circonstances, en connexité avec les moyens de communication et les habitudes. Mais il faut toujours avoir les yeux sur cette directive: à savoir que les délais de présentation doivent être les plus courts possible, afin que le chèque ne dégénère pas en un instrument de crédit. « Les longs délais en pareille matière, lit-on dans le rapport Darimon, ne servent guère qu'à multiplier les difficultés et à faire naître les procès. Le banquier peut faire faillite, la provision peut être retirée par une inspiration mauvaise ou par une erreur de compte. L'intérêt du porteur d'un chèque est de le recouvrer au plus vite, ne fût-ce que pour grossir son compte-courant. D'ailleurs, il ne faut pas qu'il y ait confusion entre les différentes espèces d'instrument: autre chose est le certificat de dépôt constatant qu'une somme d'argent existe chez un banquier, certificat de dépôt qui, en se généralisant, est devenu le billet de banque et le chèque donnant au porteur la faculté de retirer à son profit des fonds disponibles. » Des réserves s'imposent, quant à cette

dernière affirmation : mais il reste nécessaire que le chèque ne soit pas dénaturé, ce qui se réaliserait si l'on admettait de longs délais. En résumé, les délais aujourd'hui fixés à 5 et 8 jours, selon les cas, sont trop courts : il faut les unifier et les allonger, par exemple, les porter à 10 ou même à 15 jours. La certification sera alors parfaitement possible ; il n'y aura pas lieu d'instituer des délais spéciaux pour les chèques acceptés : ils suivront le droit commun amélioré.

M. Bellenand mentionne encore, pour mémoire, dit-il, le désagrément pour un honnête homme d'être obligé de faire confirmer la valeur de son engagement. Nous n'avons pas à insister sur cette considération, puisque l'auteur du rapport ne la produit que pour mémoire. Disons pourtant que le tireur n'est pas obligé de recourir à la certification : il ne le fait que s'il l'estime utile, par exemple, quand il peut craindre que son chèque ne lui soit refusé, ce qui serait bien plus mortifiant. C'est lui qui a l'initiative de la certification.

Ajoutons encore que ce serait mal placer son amour-propre. Cela rappellerait le cas d'un Prince de C... qui avait obtenu un prêt de 30.000 francs et qui refusait d'en donner reçu, sous prétexte que sa parole suffisait. L'on est bien obligé de compter avec les personnes avec lesquelles on traite : dans l'espèce, avec le bénéficiaire du chèque.

M. Bellenand se demande enfin si c'est bien le

moment d'introduire chez nous ce chèque quand les Anglais sont en train de l'abandonner: Déjà le 7 décembre 1905, le Committee of London Clearing Bankers a pris la résolution suivante: « Le Comité recommande énergiquement aux banquiers d'abandonner l'usage de marquer ou de certifier, à la demande d'un client, les chèques du client sur la banque et d'y substituer l'usage de remettre au client, contre son chèque, un virement sur la Banque d'Angleterre. »

Notons d'abord que la patrie d'élection du chèque certifié n'est pas l'Angleterre mais l'Amérique. Or, ce dernier pays, non seulement ne songe pas à y renoncer, mais eut voulu le faire admettre à la Haye dans le projet de loi uniforme.

Dans une thèse toute récente, M. A. Buisson, qui n'est pas favorable au chèque certifié, observe que les banquiers anglais, non seulement n'ont jamais demandé l'introduction du système américain de certification des chèques, mais encore, et surtout à partir de 1907, ont préféré lorsque cette sorte de chèque leur était demandée, remettre un mandat sur la Banque d'Angleterre.

Mais il ajoute « qu'il ne faut pas confondre la méthode dite « Marking of chèques » avec la certification. Lorsque des chèques sont remis à l'encaissement à une banque de Londres affiliée à la Chambre de Compensation trop tard dans la journée pour être transmis au Clearing-House avant l'heure de la fer-

meture, ils sont souvent, si l'import en est élevé, portés directement à la Banque sur laquelle ils sont créés et marqués par elle d'un bon-à-payer. Cette mention vaut une promesse de payement desdits chèques à leur présentation, le lendemain matin. Il y a lieu de faire remarquer que les chèques ainsi marqués ne peuvent être négociés après cette formalité, comme c'est le cas pour les chèques certifiés. (A. Buisson. *Le Chèque et sa fonction économique*, page 83, en note chez G. Godde).

La résolution des banquiers anglais du 7 décembre 1905 n'a donc pas la valeur de la déclaration des délégués américains à la Haye en 1912, puisque c'est en Amérique et non en Angleterre que le chèque certifié fonctionne principalement. En plus, elle n'a ni le sens ni la portée que lui attribue M. Bellenand: elle vise des hypothèses très spéciales et n'a qu'un but: faciliter les opérations du Clearing-House.

Sur la proposition de M. Bellenand, le Comité Central des Chambres Syndicales émet donc le vœu: « que le chèque certifié ne fût point admis, comme peu pratique et peu propre à devenir d'un usage courant ».

Mais alors le problème si capital de la sécurité du chèque reste en suspens, et par suite, la diffusion du chèque est entravée. Voici le remède préconisé: « Pour que le chèque ait tout le crédit qu'il doit avoir et qu'il faut qu'il obtienne, il nous semblerait plus opérant, écrit M. Bellenand, de punir sévère-

ment tout tirage sans provision ou sans provision suffisante et tout blocage dont la bonne foi ne serait pas indiscutable ». A l'appui de cette façon de voir, il invoque l'exemple de nos voisins d'Outre-Manche : « En Angleterre, l'émission d'un chèque sans provision, quand elle aboutit à se faire remettre de l'argent ou des marchandises, est une chose infamante, un crime puni des peines de l'escroquerie (*Obtaining by false pretences*), c'est-à-dire de 3 à 5 ans de prison avec, si le Tribunal le veut, deux ans au plus de travaux forcés qui se cumulent avec la prison, et une amende (loi de 1861 sur le vol ou *larceny*, article 88 et 89). Aussi, dans ce pays, comme en Amérique, le simple particulier lui-même paie son boucher, son épicier, son restaurateur avec des chèques. »

Nous ne méconnaissons certes pas l'efficacité des sanctions pénales. C'est un facteur important et certain de sécurité. Mais il faut pourtant faire des réserves : il y a des gens, et notamment parmi ceux qui émettent des chèques non provisionnés, qui ne sont pas arrêtés par la crainte des peines : d'abord des « impulsifs » cocaïnomanes, éthéromanés, morphinomanes qui ont un besoin impérieux et maladif d'argent et qui n'hésitent pas à s'en procurer par ce moyen. Souvent, ce sont des « fils de famille » qui se disent que leur père paiera plutôt que de voir le fils en correctionnelle. Mais il arrive que le père ne paie pas, et le bénéficiaire du chèque n'a dans la main qu'un bout de papier sans valeur. D'autres sont

des « voleurs de profession », qui acceptent les risques et ne s'en soucient que médiocrement. Ils pèsent les avantages et les dangers et trouvent généralement que les premiers surpassent les seconds.

D'autre part, ce n'est pas un mince ennui pour l'accepteur d'un chèque non provisionné de déférer le délinquant à la justice répressive. Il perdra du temps, de l'argent, verra son aventure dans les journaux, sera peut-être « suspecté » lui-même, s'il est par exemple, un antiquaire, un commerçant en objets de luxe. Nous nous tenons volontairement dans des généralités; mais l'on pourrait mettre des noms et des faits sur toutes ces hypothèses. Ces ennuis disparaissent si le chèque est certifié, à condition qu'il le soit par une banque solide et sérieuse... Les sanctions pénales ne sont pas toujours efficaces, et toujours elles sont pleines de désagréments pour celui qui y recourt. Nous connaissons plusieurs personnes qui ont reçu des chèques faux de relations et qui ont préféré perdre les sommes qui y étaient inscrites, plutôt que de s'adresser au Procureur de la République.

Un juriste, M. Max Lambert, a fait aussi une étude de la proposition Montjou-Fould (*Chimie et Industrie*, mai 1923). « A première vue, écrit-il, l'idée d'une certification des chèques semble de nature à favoriser leur diffusion. Du moment que le tiré lui-même, c'est-à-dire celui qui doit payer, reconnaît expressément qu'il a en dépôt une provision corres-

pondante et qu'il s'engage à ne s'en dessaisir qu'au profit de la personne dont le nom est inscrit sur le chèque, il semble que celle-ci doive avoir toute confiance et puisse accepter le chèque comme argent comptant. »

M. Max Lambert donne alors une analyse de la proposition Montjou-Fould ; puis il affirme que « faire certifier le chèque, c'est en modifier le caractère essentiel », mais n'en donne aucune raison. Il ajoute que « la certification exigerait l'envoi ou la présentation du chèque au tiré avant toute remise du titre au bénéficiaire. Le tiré serait alors obligé de bloquer une partie du compte ouvert et par conséquent de se livrer à des écritures supplémentaires, puis au bout d'un certain nombre de jours, lorsque sa responsabilité serait dégagée, il aurait de nouveau à faire passer des écritures en sens inverse pour faire rentrer les fonds bloqués dans le compte-courant des disponibilités du tireur. On juge des complications d'un tel système. La grande supériorité du régime actuel est de les éviter. »

M. Max Lambert complique à plaisir : il est bien rare qu'un chèque émis ne soit pas présenté, et par conséquent, il n'y aura pas lieu souvent de passer des écritures en sens inverse. Automatiquement le débit provisoire au moment de l'émission deviendra définitif à la présentation. Les faits d'ailleurs montrent que les craintes exprimées sont chimériques. Sinon, les banques américaines demanderaient l'abo-

lition du chèque certifié, et elles ne le font pas; loin de là!

M. Georges Ripert a également examiné la proposition de Montjou-Fould (*Messenger de Sao-Paulo*, 8 juin 1923). « Cette conception, écrit-il, paraît claire et ingénieuse. Elle a pourtant été combattue et le *Temps* notamment s'y est montré peu favorable. Les objections sont en effet extrêmement sérieuses: Certifier les chèques, c'est leur faire jouer le rôle d'instruments de crédit, alors qu'ils sont simplement des titres transmissibles de retraits de fonds déposés. » C'est toujours la même affirmation; mais elle n'est étayée d'aucune preuve.

Le porteur qui se rend à la Banque pour faire certifier un chèque a, dit M. Ripert, tout aussi vite fait de réclamer le paiement. C'est certain! Mais M. Ripert ne paraît pas avoir lu avec attention la proposition qu'il critique: la certification à la demande du porteur est expressément prohibée.

D'après M. Ripert, ce qu'il faudrait arriver à réaliser, c'est la certification du chèque avant l'émission. C'est exactement ce que désirent MM. de Montjou et Fould. L'on doit ajouter cependant que M. Ripert entend cette certification dans un sens un peu particulier: « Une personne dépose 20.000 francs en banque. La banque peut certifier vingt chèques, chacun pour un maximum de 1.000 francs. Il lui suffit pour cela de bloquer la provision. Elle la débloquera lorsque le titulaire du compte rapportera son carnet.

Il y aurait là un moyen très pratique d'utiliser les fonds déposés en banque. Mais le législateur hésitera peut-être à permettre une telle certification. C'est qu'en effet, dans ce cas, le chèque vaudrait le billet de banque et que nous aurions ainsi des banques d'émission faisant concurrence à la Banque de France. »

M. Ripert ne croit d'ailleurs pas que l'objection soit irréfutable: il ne faut pas oublier que ces chèques ne resteraient en circulation qu'un temps limité en raison du délai de présentation, et qu'ils ne seraient pas émis par la banque. Celle-ci se contenterait de reconnaître sur un titre qu'elle est nantie d'un dépôt suffisant pour payer. Cette combinaison aurait le grand avantage de donner au chèque une sécurité absolue. Grâce au carnet de chèques certifiés, on pourrait faire des paiements importants sans avoir à conserver des billets de banque dans son portefeuille.

Cette conception a été réalisée en Allemagne pendant la guerre, et il semble même qu'elle n'ait pas été nouvelle. Dans le *Berliner Tageblatt* du 14 novembre 1916, l'on peut lire ce qui suit: « La Reichsbank est autorisée à munir les chèques tirés sur elle d'un visa équivalent à une acceptation et garantissant par conséquent que le chèque sera payé en toute hypothèse. (1) Voici le fac-similé:

(1) Décret du Bundesrat du 31 août 1916, autorisant la

Carnet de..... (nombre) chèques.

Série n°..... n°..... à n°.....

à employer jusqu'à concurrence d'un maximum
de 100 marks.

Le règlement de ces chèques se faisait sans justification des droits de la personne qui les présentait à l'encaissement. Le retrait des provisions déposées pour ces chèques ne pouvait s'effectuer que contre remise des formules qui n'avaient pas encore été employées. S'il manquait des chèques non encore payés, le montant maximum de leur valeur était gardé en dépôt jusqu'à leur présentation et à leur paiement, ou, en cas d'opposition, jusqu'à ce que celle-ci ait abouti.

Le *Berliner Tageblatt* s'attache à montrer que cette institution n'avait pas un caractère original et nouveau. « Les chèques de ce genre sont employés depuis longtemps en Amérique. Depuis plusieurs dizaines d'années, les Caisses d'épargne des Etats-Unis remettent à leurs déposants des carnets de chèques dont chaque chèque représente une somme maxima qui doit être d'abord versée comme provision à la Banque. Le tireur peut ensuite employer chaque chèque jusqu'à concurrence du maximum et le remettre en paiement. Le porteur est alors absolument certain que le chèque sera payé. Ce chèque pré-

Reichsbank à pourvoir d'un visa de confirmation les chèques tirés sur elle.

sente donc les mêmes avantages que la monnaie. »

Ce n'est pas tout, paraît-il : avant la guerre, les bureaux londoniens de l'agence Cook délivraient aussi des chèques de ce genre destinés à servir en voyage. En Suisse notamment, ces chèques étaient très employés par les associations de touristes, sans qu'aucune difficulté en résultât.

Il y a des différences entre ces sortes de chèques et les chèques certifiés américains : Tout d'abord, dans les chèques certifiés américains il n'y a pas d'autre maximum que celui du montant du compte disponible. En plus la certification est, en général, demandée à l'occasion de chaque chèque et non pas en bloc, lors de la remise du carnet. En Allemagne, la Reichsbank a le monopole de la certification ; en Amérique, on ne trouve rien de tel. Enfin, nous serait-il permis de dire que ces chèques garantis, à circulation illimitée, sont plutôt des billets de banque ? Ils ne rentrent pas dans le cadre des chèques proprement dits : Ce sont, au fond, des jetons analogues à ceux que distribuent certains casinos (Monte-Carlo, Dauville) et que les fournisseurs voisins acceptent volontiers, car ils savent qu'à tout instant ils peuvent venir à la caisse de l'établissement et les échanger contre des monnaies légales. Voici un exemple : Je suis à Monte-Carlo ; je désire jouer ; je commence par changer mes monnaies contre des jetons ; à la sortie je suis invité à rendre les jetons ; et à recevoir des monnaies pour une somme iden-

tique. Mais je puis négliger de le faire: je payerai ma note d'hôte tel avec ces jetons, sans difficulté.

Le *Journal de la Bourse et de la Banque* (2 juin 1923), s'est montré hostile à l'adoption du chèque certifié: « Si le tireur fait certifier son chèque, c'est qu'il reconnaît implicitement qu'il n'a pas de crédit. S'il n'inspire pas une confiance suffisante pour pouvoir tirer un chèque, pourquoi s'imposerait-il les formalités de l'acceptation et ne payerait-il pas tout simplement en billets de banque? »

Cette argumentation est assez surprenante dans un organe financier. Le débiteur qui paye avec un chèque certifié ne reconnaît pas qu'il n'a point de crédit: il reconnaît seulement que son crédit n'est pas celui de Rothschild. Solliciter un prêt en offrant une garantie, par exemple un gage ou une hypothèque, est-ce reconnaître que l'on n'a pas de crédit? Rothschild peut emprunter sur simple signature: des personnes considérées et relativement très solvables ne le peuvent pas. Il y a deux sortes de crédit: le crédit personnel qui est le privilège de quelques-uns; le crédit réel qui est ouvert à tous ceux qui possèdent un avoir d'une certaine importance. Le chèque ordinaire est, en un certain sens, un moyen de crédit personnel; le preneur fait confiance au tireur pour un temps, il est vrai très court; par contre, le chèque certifié est un moyen de crédit réel, en ce que la provision est affectée à ce chèque.

D'autre part, il y a de très grands intérêts à payer

avec des chèques certifiés plutôt qu'avec des billets de banque. Ces intérêts sont même de deux ordres : privé et public. Les risques de perte et de vol sont moindres, et les chèques certifiés ne sont pas une cause d'inflation aussi efficiente que les billets : ils se règlent presque toujours par jeux d'écritures. En Amérique, ils aboutissent presque toujours au Clearing-House.

Le *Journal de la Bourse et de la Banque* ne se fait pas une idée exacte de la certification. « On ne voit guère, dit-il, quel serait l'avantage de porter dans sa poche un carnet de lettres de crédit numérotées et d'une valeur fixe plutôt que des billets. Ce système est bon lorsqu'on voyage à l'étranger. Mais il n'a pas la commodité du chèque et ne rend pas les mêmes services à l'intérieur d'un pays où le crédit de chacun peut être connu et où les lois répressives peuvent atteindre un voleur. »

Cette critique porte peut-être contre le système des chèques garantis de la Reichsbank : elle est sans portée en ce qui touche la certification. Mais, voici qui est infiniment plus grave : l'auteur anonyme de l'article prétend que l'adoption de la proposition Fould-Montjou supprimerait la valeur économique des paiements par chèques : (1)

(1) On retrouve la même critique dans le rapport que M. le député Payen a fait sur cette proposition, au nom de la Commission du Commerce et de l'Industrie. 6 décembre 1923.

« L'emploi du chèque comme instrument de paiement permet à tous les particuliers de ne conserver qu'un minimum d'espèces. Cela signifie que de très abondantes disponibilités sont confiées aux banques à charge par elles d'assurer par roulement tous les paiements qu'on leur réclame. Par suite, l'utilité générale du chèque est de permettre un minimum d'immobilisation de capitaux pour le service des chèques, c'est-à-dire en somme pour le fonds de roulement de la communauté économique. Le chèque accepté supprimerait cet avantage général. Le tiré, en effet, serait dans l'obligation de bloquer le compte du tireur à partir de l'acceptation jusqu'au jour où on lui demanderait le paiement du chèque. Ce serait comme si le tireur avait mis ses billets dans un coffre-fort et par conséquent avait rendu son capital inutile pendant quelque temps en prévision du paiement à effectuer. Abstraction faite des complications d'écritures dans les banques, on voit que ce système aboutirait à la suppression de la valeur économique des paiements par chèque. »

Si ces conséquences étaient incluses dans le système de la certification, il n'y aurait qu'à le rejeter. Mais on est *a priori* sceptique: nulle part le chèque ne remplit davantage qu'aux Etats-Unis sa fonction économique, et c'est dans ce pays que joue le chèque certifié. A l'examen l'objection s'effondre: l'immobilisation de la provision n'est pas matérielle; elle n'est que le résultat d'une écriture. Le compte du tireur

est instantanément débité de la provision et le montant est affecté au chèque visé. Mais cela ne se fait pas par la mise en réserve des billets de banque ou de monnaies métalliques: le banquier tiré s'engage à payer dans toute hypothèse et c'est tout. Il payera ce chèque exactement comme les autres, c'est-à-dire presque toujours sans aucun maniement de fonds.

La certification se fait par de simples jeux d'écritures: elle ne donne lieu à aucune manipulation de deniers: elle n'est qu'un engagement du tiré de payer, quitte à lui à se créditer par le débit du tireur. L'immobilisation des fonds dans la certification n'est pas matérielle: elle n'est qu'un procédé juridique. Après comme avant, les banques peuvent faire l'emploi qu'elles veulent des dépôts; c'est à elles d'être prudentes afin d'être toujours en mesure de faire face à leurs engagements.

Il n'y a rien à retenir de l'assertion du *Journal de la Bourse et de la Banque*, qui a été cependant reproduite dans divers périodiques: à savoir que la certification entraînerait une immobilisation des capitaux dans les banques.

Le même journal ajoute encore que rien ne s'oppose, dans la législation actuelle, à l'acceptation des chèques et qu'il n'est pas besoin d'une loi nouvelle pour l'autoriser.

Cette affirmation est sujette à caution: Sans doute il existe des chèques revêtus d'un visa: il en est ainsi, par exemple, de certains chèques indirects de

la Banque de France. En voici la raison d'être et le mécanisme: En principe un chèque sur la Banque de France n'est payable que sur la place où le client a un compte ouvert. Mais il arrive fréquemment que le client ait à faire un paiement dans une autre place bancable. Il est donc indispensable de lui accorder la faculté de tirer un chèque sur cette autre place. Mais il doit faire apposer sur ce chèque, avant de le faire parvenir au destinataire, le visa de la succursale où existe son compte. Ce visa a pour but d'authentifier, de certifier la signature du tireur qui est connu dans la succursale où son compte a été ouvert, mais qui ne l'est pas au lieu du paiement. Dès que le visa est donné, le compte du tireur est débité du montant du chèque visé, mais, en même temps, il est crédité de la même somme au lieu de paiement; il sera débité définitivement lors de l'encaissement du chèque. Quelle est la position juridique de la banque qui a donné ce visa? Il a été jugé que le visa apposé sur un chèque par le banquier qui a reçu des fonds en dépôt n'équivaut pas à une acceptation et ne fait pas dès lors obstacle à ce que le banquier refuse le paiement de ces chèques, s'il n'a pas une provision suffisante lors de la présentation. Qu'on nous permette de citer à l'appui un jugement du Tribunal de la Seine, déjà ancien, il est vrai; mais les raisons de décider dans le même sens restent les mêmes:

Un sieur Gautherin, notaire à Noisy-le-Sec, avait

chez les sieurs Richard et Cie, banquiers à Paris, un compte-courant avec chèques. Quelques-uns des chèques ou reçus en blanc, remis par les sieurs Richard et Cie pour servir au retrait des sommes déposées, portaient un visa signé par eux. Le sieur Gautherin remit de ces chèques pour une somme de 20.000 francs au sieur D., qui les présenta aux sieurs Richard et Cie, mais s'en vit refuser le paiement pour insuffisance de la provision. Le sieur D... ayant actionné les sieurs Richard et Cie devant le Tribunal de Commerce comme se trouvant engagés par l'apposition d'un visa sans lequel il n'aurait pas accepté les chèques, le Tribunal de Commerce de la Seine rendit le jugement suivant :

Le Tribunal, attendu que pour réclamer à Richard et Cie le paiement des trois récépissés signés par un sieur Gautherin, sur des formules imprimées avec l'en-tête de leur maison, D... prétend que le visa qu'ils y ont apposé entraîne la responsabilité. Mais attendu qu'un simple visa ne saurait être regardé comme un engagement personnel produisant les effets d'une acceptation; qu'il n'est pas justifié que Richard et Cie aient pris avec lui une obligation de payer... (Tribunal de Commerce de la Seine, 22 octobre 1864, Dalloz, 64-3-102).

Il est vrai que ce jugement n'est pas très fortement motivé: il affirme et c'est presque tout. Mais voici exactement, semble-t-il, la portée du visa: il atteste qu'au moment où il a été donné, il y avait

provision : si cette attestation était fausse, la banque serait responsable et devrait payer. Mais — et c'est la différence avec la certification — la banque ne bloque pas la provision pour sa propre sûreté ; elle continue de la tenir à la disposition du tireur — alors que dans la certification elle est désormais soustraite à sa puissance sauf si le chèque est annulé. Entre le moment où est donné le visa et le moment où le chèque est présenté, le compte peut toujours être manœuvré par le titulaire, et, en conséquence, la provision peut disparaître. Le visa est une faculté donnée par la banque au tireur dans les chèques indirects ; mais il diffère profondément de la certification qui affecte à un chèque son montant et en fait une sorte de chèque à gage spécial. Le visa est d'ailleurs un procédé qui peut assez facilement prêter à équivoque et qui peut induire en erreur un porteur de bonne foi. Il y aurait peut-être lieu de le faire précéder d'une formule comme celle-ci : Le visa signifie seulement qu'il y a provision au moment où il est donné ; c'est là tout son effet.

Il y a eu une exception pendant la guerre. Des termes de l'article 4 du décret du 27 septembre 1914, il résulte que les chèques peuvent ne pas être payés à présentation, même partiellement, et qu'à cet égard les établissements de crédit ont le droit d'invoquer vis-à-vis des titulaires de ces valeurs, le bénéfice des récents moratoires. Mais ils doivent immobiliser une somme égale au montant des chèques présentés, non

payés, mais obligatoirement revêtus d'un visa. Ce visa vaut acceptation, puisque le tiré s'engage à conserver pour le compte du porteur une somme égale au montant du chèque et à empêcher de la part du tireur tout retrait de fonds qui compromettrait les droits du porteur d'un chèque visé. Il y a dans ce sens un jugement du Tribunal Civil de la Seine du 2 mars 1916 : « Attendu que sous l'influence des grands événements qui s'accomplissent, la législation relative à la matière des chèques a subi comme beaucoup d'autres lois des modifications d'une grande importance ; attendu qu'après avoir, aux termes du décret du 31 juillet 1914, de la loi du 5 août et des décrets des 9 et 29 août 1914, suspendu pour les porteurs de chèques l'exercice des droits résultant de leur titre même, le législateur, par le décret du 27 septembre 1914, a pris des mesures tendant, ainsi qu'il est déclaré dans l'exposé des motifs, à sauvegarder les droits des porteurs de chèques dont le paiement se trouve actuellement suspendu ; attendu que dans l'article 4 du décret sus-visé il est dit que les chèques, non payés à présentation, seront visés par les Etablissements de crédit et que le visa aura pour effet : 1° de faire courir au profit du porteur du chèque un intérêt de 3 0/0 qui sera prélevé sur le compte du tireur ; 2° d'immobiliser sur le solde du compte-courant créditeur ou du compte de dépôt une somme égale au montant du chèque ; le titulaire du dépôt ou du compte-courant ne pourra

faire de retrait qu'avec le concours des porteurs de chèques qui auront été précédemment visés ou avec la permission du juge. »

Dans l'ensemble, le visa produit alors les mêmes effets que la certification; mais il s'agit d'hypothèses exceptionnelles, et c'est indirectement une confirmation nouvelle de ce fait incontestable que le visa des chèques en France n'équivaut pas à la certification.

L'un de nos principaux établissements de crédit a songé à créer des chèques directs, c'est-à-dire payables à la caisse même où est ouvert le compte, avec visa; mais il n'a pas donné suite à son projet. Et cependant sa clientèle l'en pressait pour une double raison: le porteur serait payé plus rapidement au moment de la présentation, puisque les vérifications se feraient au moment du visa; surtout le chèque serait sûr, puisque la banque lui affecterait les sommes nécessaires pour le couvrir. La Banque a renoncé à cette création, dans la crainte de l'administration de l'enregistrement, comme nous l'avons déjà indiqué. Ce fait est fort intéressant parce qu'il démontre deux choses: 1°. Que dans certains centres, la clientèle des banques réclame l'institution du chèque certifié; 2°. Que les banques n'osent s'y prêter car elles craignent des amendes fiscales. Une loi paraît donc nécessaire, contrairement à ce que croit le *Journal de la Bourse et de la Banque*.

En résumé, de toutes les objections qui se sont produites à notre connaissance, contre la création

du chèque certifié dans les termes de la proposition Montjou-Fould, il n'en est pas une qui résiste à l'examen; elles dénotent toutes une incompréhension de ladite proposition. Nous n'avons pourtant cité que des articles de la presse spécialisée dans les questions d'affaires; nous avons laissé de côté les autres périodiques. C'est assez dire qu'il ne faut pas trop tenir compte des levées de boucliers qui se font dans la presse et qui souvent sont peu justifiées. Nous pouvons d'ailleurs ajouter que certains publicistes se sont montrés favorables à l'institution du chèque certifié.

Ainsi, dans *l'Eclair de Montpellier* (12 mai 1923), M. Jean Legrave écrit: « La proposition Guy de Montjou-Fould a pour but de confirmer la valeur du chèque et de donner ainsi au bénéficiaire des apaisements qu'il n'a pas toujours. Il paraît qu'aucun Anglais, de mémoire de banquier, ne s'est risqué à émettre un chèque sans provision. Et, comme le fait s'est produit chez nous, les masses n'ont encore que demi-confiance dans le chèque: le petit commerce, même le moyen, préfèrent au chèque des espèces plus ou moins sonnantes, et il n'y a guère que le chèque de banque, c'est-à-dire le chèque délivré par un banquier sur un correspondant ou sur ses agences, qui soit admis comme argent comptant. Ceci est fâcheux et nuit à la circulation des chèques qu'il conviendrait de faciliter par tous les moyens. D'où la proposition: Il est certain que le chèque « certi-

fié » offrirait des garanties réelles de solidité... Aucune objection de principe n'est à formuler, puisque le texte ne lie le banquier certificateur que pour la durée légale de validité du chèque, soit cinq jours ou huit jours... Les tireurs de chèque auront toutefois à payer cette certification de quelques jours de « valeur », comme disent les comptables, car le banquier certificateur devra bloquer la somme en fournissant sa signature. » Nous avons déjà fait justice de cette objection qui d'ailleurs n'apparaît pas à l'auteur de l'article comme péremptoire. « Mais il est certain que cet inconvénient n'infirmerait pas les avantages qu'offrirait la certification, car nul fournisseur intelligent ne serait admis désormais à refuser un chèque certifié par une grande banque. »

M. Georges Maus, président de la Fédération des commerçants détaillants, s'est déclaré partisan de la proposition (*Le Journal*, 18 avril 1923).

M. Ch. Tarry déclare que la conception paraît ingénieuse, car ce qui fait hésiter un fournisseur à recevoir un chèque en paiement de la part de quelqu'un qu'il ne connaît pas (surtout si c'est un samedi ou une veille de fête, alors qu'il ne pourra se rendre compte qu'un jour ou deux plus tard, et le cas s'est produit il n'y a pas longtemps à Marseille), c'est la crainte du chèque sans provision, et de là le soupçon qui nuit à sa vulgarisation si souhaitable et tant désirée. (*Journal Commercial et Maritime de Marseille*, 24 septembre 1923).

Dans l'*Actionnaire* (27 mai 1923), la proposition est également l'objet d'une appréciation favorable : « On ne voit pas ce qui pourrait empêcher l'adoption par le Parlement de cette ingénieuse combinaison bancaire dont le commerce et l'industrie ne manqueraient pas d'apprécier rapidement les avantages. »

On peut donc espérer, lit-on encore, que le Parlement adoptera cette mesure qui contribuera à faire tomber les hésitations de ceux qui se montrent encore rebelles au chèque. La fréquence du délit d'émission de chèques sans provision n'est évidemment pas faite pour les rassurer. Avec le chèque certifié, on aura au moins la certitude de voir toujours transformer son chèque en monnaie courante.

Il semble, en effet, que la cause devrait être entendue, puisque d'une part, les critiques que l'on a adressées au chèque certifié ne sont pas sérieuses, et que de l'autre il augmente indubitablement les garanties du chèque. Mais les idées sont lentes à se faire recevoir au Parlement : c'est seulement en 1911 qu'a été institué le chèque barré, et encore la loi n'a-t-elle fait que donner une consécration à la pratique.

La certification fournit la solution du problème de la sécurité du chèque parce qu'elle garantit : 1° Que la provision existe ; 2° que le tireur ne pourra ni la faire disparaître ni même la bloquer. Le porteur est certain d'être payé, à la seule condition que le banquier certificateur soit sérieux et solide. Sans

doute il peut arriver qu'il ne soit ni l'un ni l'autre : mais ce sera tout à fait exceptionnel, car il sera presque immédiatement repéré et liquidé. Un chèque qui a provision et dont la provision reste forcément à la disposition du porteur pendant les délais légaux de présentation, c'est un chèque sûr ; et c'est le chèque certifié. Les risques essentiels du chèque sont le défaut, l'insuffisance, le retrait ou même le blocage de la provision ; ils disparaissent dans le système de la certification : le banquier tiré ne certifiant que s'il y a provision suffisante et affectant cette provision ; dans toute hypothèse, le chèque sera payé, s'il est présenté dans les délais légaux. Moyennant une formalité relativement simple, le chèque acquiert donc la valeur d'une monnaie véritable mais éphémère. Et cela répond à sa nature juridique. On a essayé de lui donner cette valeur en frappant le tireur de pénalités si la provision fait défaut, est insuffisante, retirée ou même bloquée. Les deux parlementaires qui ont déposé la proposition sur le chèque certifié n'ont pas négligé cet autre moyen : ils ont demandé que le troisième alinéa de la loi du 2 août 1917 soit rédigé comme suit : « Celui qui a, de mauvaise foi, émis un chèque sans provision préalable ou disponible ou qui a retiré après émission tout ou partie de la provision ou qui, de mauvaise foi, a usé d'un procédé quelconque après l'émission pour empêcher le bénéficiaire de toucher la provision, est passible d'une peine d'emprisonnement de deux mois à deux

ans (1) et d'une amende qui ne pourra excéder le double de la valeur nominale du chèque, ni être inférieure au quart de cette valeur. »

Cette proposition a reçu dans le monde des affaires et dans la presse un accueil à peu près unanimement favorable. Le « Comité Central des Chambres Syndicales » s'y est rallié, mais en demandant que les pénalités soient encore aggravées et que la mauvaise foi soit toujours présumée en cas de manque ou d'insuffisance de provision ou de blocage, qu'il s'agisse de chèques barrés ou non barrés. Il souhaite que les dispositions pénales soient insérées sur les carnets de chèque.

Il importe certes de faire peur aux tireurs de chèques pour qu'ils n'émettent pas, en somme, de fausse monnaie. Mais nous ne croyons pas, pour les raisons déjà indiquées, que le renforcement des pénalités résolve heureusement toute la question. Ce n'est pas une mince chose pour le porteur que de déposer une plainte, de la suivre. Sa position pécuniaire ne fait souvent qu'empirer, car il perd son temps, a des frais et n'obtient rien en définitive. Il n'a qu'une sorte de satisfaction de vengeance à voir, soit en prison, soit à l'étranger, celui qui l'a dupé. Il préférerait rentrer dans ses fonds. Bref, à titre répressif, les sanctions pour insuffisance, défaut ou retrait de

(1) Le texte primitif porte un an, mais c'est une erreur d'impression qui depuis a été rectifiée.

provision sont assez inefficaces. Néanmoins, à titre préventif, elles ont une utilité que nous ne saurions méconnaître. Au regard du bénéficiaire, la personne vraiment intéressante dans le chèque, la certification est infiniment préférable; elle lui donne tout apaisement; elle est pour lui la protection idéale car elle ne lui impose aucune gêne ni aucun ennui. C'est justice car, après tout, il pourrait exiger d'être payé en monnaies légales. S'il veut bien accepter un chèque, que du moins il ait la certitude que ce chèque est bon. Sans doute, on peut dire que le bénéficiaire a un certain intérêt à être réglé par chèques au lieu de l'être en monnaies, mais cela n'est vrai qu'à une condition: que le chèque puisse toujours se convertir en monnaies. Or le chèque certifié seul procure cette certitude. Les avantages du bénéficiaire ne sont donc que conditionnels, tandis que ceux du tireur et du tiré tiennent au système même des chèques.

Pour le tireur, les intérêts sont multiples et ont été souvent indiqués. Comme l'écrivait déjà A. Darimon dans son rapport: « En se dispensant de garder sur soi ce que l'on possède en numéraire ou en billets de banque, on se débarrasse des dangers de vol, (1) d'incendie, de perte dans le transport ou d'erreurs dans les comptes et de plus des ennuis de compter sans

(1) Pas absolument, car le carnet de chèques peut être volé, mais il est nécessaire de faire des faux pour que ce vol profite. Et ces faux ne sont pas très faciles sauf pour les familiers du tireur.

cesse, de passer des écritures, de surveiller des commis et des garçons de recettes. En chargeant un banquier d'effectuer le payement des traites échues (ou des chèques), on s'épargne des frais de caisse et de caissier et on est dispensé de tenir une comptabilité plus ou moins compliquée... Il faut encore ajouter que le tireur touche un certain intérêt pour les sommes qu'il a en dépôt. »

On voit qu'il retire de grands avantages du système de payement par chèques. Est-ce trop lui demander, en compensation, que de s'imposer certaines démarches qui donnent au preneur l'assurance absolue que le chèque est bon ? Il nous paraît naturel et juste qu'il paie les commodités qu'il se procure de quelques formalités, d'ailleurs assez simples pour lui. — De quoi s'agit-il, en effet ? S'il est dans une grande ville, d'aller à sa banque qui souvent se trouve presque à sa porte ; s'il est dans un hameau ou dans une petite ville, il devra faire l'envoi de son chèque par poste, mais s'il le barre, les risques sont supprimés pour lui. Il n'a même pas besoin de recommander sa lettre. Tel est du moins l'avis d'un spécialiste de ces questions, le Président de la Chambre de Compensation des Banquiers de Paris, M. Charles-Georges Picot : « Le chèque barré donne au tireur une sécurité complète. Alors qu'un chèque ordinaire peut être encaissé par le voleur, sans que la responsabilité du banquier payeur soit engagée, le chèque barré doit être encaissé par un banquier

qui est supposé cautionner l'identité de son client et dont la responsabilité pourrait être engagée au cas de détournement. Un voleur aurait quelque peine à trouver un banquier qui encaissât son chèque. Le banquier auquel il s'adresserait lui demanderait vraisemblablement des justifications qu'il ne pourrait fournir. Aussi a-t-on bien raison de dire qu'un chèque barré peut être envoyé sans danger par la poste sous pli ordinaire. » (*Revue Politique et Parlementaire*, 10 juin 1916).

Les charges imposées au tireur dans la procédure de certification sont donc assez minces, et il nous semblent qu'elles constituent une contre-partie équitable des avantages qui résultent pour lui de l'emploi du chèque. Du reste, il lui est loisible de recourir ou non à la certification: mais, s'il n'y recourt pas, il s'expose à ce que le porteur lui dise: donnez-moi des monnaies légales et non pas un chèque. Par conséquent la situation du tireur dans le système de la certification ne peut raisonnablement être le prétexte à l'ombre d'un apitoiement. Reste à examiner celle du tiré, c'est-à-dire du banquier certificateur.

Celui-ci ne peut pas refuser la certification d'un chèque, s'il y a provision. C'est donc une charge dont il ne peut pas s'exonérer sauf à supprimer son service de chèques. Mais cette charge est-elle donc si lourde? Il s'agit de mettre sur le chèque la formule qui se met tous les jours, à tout instant, sur les lettres de change par les tirés, de débiter en même

temps le compte du client, quitte à le recréditer de même somme dans des hypothèses exceptionnelles. Il n'y a rien là de difficile, comme nous l'avons déjà établi.

Il faut ajouter que cette charge est pleinement équitable et justifiée, car la banque retire d'immenses avantages du système du paiement par chèques. Ce point de vue a été déjà et souvent développé, notamment par M. Pierre Feschotte dans une thèse récente: « Les banques retirent des bénéfices indirects de l'organisation du règlement par chèques. En effet, elles ne remettent, c'est l'évidence même, des carnets de chèque qu'aux personnes qui ont un compte de dépôt. Or, ces comptes sont l'occasion de courtages de toute sorte. Tout d'abord les banques connaissent ainsi, mieux que quiconque, l'état des disponibilités de leur clientèle et, par suite, elles s'offrent à diriger les placements; dans quelle voie? Assez souvent ce ne sont pas les meilleurs titres qu'elles recommandent, mais ceux sur le placement desquels elles ont les plus fortes ristournes. Dans les journaux, notamment dans le *Temps*, à la rubrique financière, l'on peut lire quelquefois des faits de ce genre: des directeurs de succursales dénigrent les titres de l'Etat pour pousser vers les valeurs industrielles même les plus aléatoires et leur argumentation ne laisse pas d'être assez impressionnante. Pendant la guerre, et depuis, la baisse a surtout atteint les titres dits de père de famille, particulièrement les

rentes, les Obligations des villes, du Crédit foncier, etc... Il y a eu par contre des hausses sensationnelles sur les valeurs les plus aléatoires: pétroles, cuivres, diamants, etc... Aujourd'hui, tous les titres à revenus fixes sont « handicapés » par les titres à revenus variables, par suite de la baisse du franc. Se fondant sur ces raisons et d'autres encore, les employés de banque dirigent la clientèle vers les valeurs qui consentent les plus grosses commissions. Ce n'est pas tout: quiconque a un dépôt en banque travaille plus ou moins à la Bourse, et de ce fait une pluie d'or s'abat sur les établissements de crédit, les agents de change et les coulissiers faisant, en effet, des remises sur les courtages. On pourrait continuer et montrer, qu'en toutes circonstances, les déposants sont une source de gains pour les Banques. Leur compte est-il créancier? Les banques leur versent un intérêt infime. Leur compte est-il débiteur? Les banques prélèvent un intérêt très élevé. » (De l'extension de la notion de risque au paiement des chèques. P. 61-62. *Les Presses Universitaires*, 1923).

En résumé, le service des paiements par chèques est organisé dans l'intérêt commun du tireur et du tiré: il est équitable que le porteur ne supporte pas de risques. Or ceci n'est réalisable qu'avec le chèque certifié. Il est assez inquiétant de voir presque tous les journaux s'apitoyer sur le sort des banquiers, parce que l'on veut leur imposer quelques formalités d'ailleurs élémentaires. Il nous semble que les por-

teurs sont vraiment plus dignes de sollicitude que les tireurs et les tirés. C'est à eux que le Parlement ferait bien de songer et aussi à l'intérêt général.



CONCLUSION

Depuis 1864, jusqu'à l'heure actuelle, les rapports parlementaires relatifs au chèque célèbrent à l'envi ses bienfaits. Voici quelques extraits: « L'intérêt qui s'attache à l'émission et à la transmission des chèques s'explique de lui-même; il a d'ailleurs été mis parfaitement en relief l'année dernière dans la délibération du Corps législatif: les dépôts de fonds en compte-courants dans des caisses ouvertes et organisées à cet effet, groupent une foule de petits capitaux et leur donnent ainsi une puissance productive qu'ils n'auraient pas s'ils restaient disséminés dans les caisses des particuliers. Le chèque est l'instrument de service des comptes-courants, et par l'action combinée des comptes-courants et des chèques, on obtient ce triple résultat: de servir aux déposants un intérêt de leurs fonds, tout en les leur maintenant disponibles; d'effectuer une quantité considérable de paiements sans déplacement ni emploi matériel de numéraire; et enfin d'utiliser pour les besoins de

l'industrie et du commerce des capitaux qui, sans ce moyen, et alors même qu'ils ne seraient pas livrés à une stérile thésaurisation, ne serviraient qu'aux échanges journaliers, et qui se trouvent ainsi concourir au mouvement de la production et du commerce, sans cesser de servir à l'échange. » (Exposé des motifs par Victor de Lavenay, *Montieur* du 17 février 1865).

On retrouve les mêmes idées dans le rapport Rattier, relatif à l'institution du chèque barré: il y était dit que le chèque barré épargnerait une circulation de monnaie beaucoup plus considérable que par le passé, puisqu'il faisait intervenir non seulement le banquier du déposant, mais le banquier auquel le barrement confère le privilège de le présenter en paiement, et que les différentes banques étant toutes en compte, le paiement se ferait toujours par un jeu d'écritures.

Ces espérances ne se sont pas jusqu'ici réalisées: la guerre a aggravé les pratiques de thésaurisation et de paiement en numéraire.

Les rapporteurs parlementaires ont redoublé d'efforts pour faire jouer au chèque le rôle qui lui est propre, essentiel et qui consiste dans une économie de monnaie. Mais leurs efforts n'ont pas été couronnés d'un entier succès: « Pourquoi, écrit M. Bokanowski dans un rapport du 9 février 1917, pourquoi un commerçant hésite-t-il à payer son fournisseur au moyen d'un chèque? 1° Parce qu'il n'est pas tou-

jours fixé sur la position de son compte; 2° Parce que son fournisseur répugnera à accepter un chèque. Le fournisseur préfère des espèces parce que l'encaissement du chèque lui coûtera un droit de commission, parce que le délai de disponibilité est trop long, enfin, dans certains cas, parce qu'il peut craindre de n'être pas crédité... Le chèque n'inspire pas toujours confiance parce que celui qui le reçoit n'est pas sûr de trouver provision. »

Dans une proposition de loi en date du 17 décembre 1920, M. Valude écrit: « En outre de ces avantages pour le public, le chèque pour les intérêts généraux en présente de plus considérables encore. Sans parler des droits de timbre que l'Etat perçoit et dont la multiplicité ferait de grosses sommes, qu'il nous soit permis de rappeler cette simple considération que le chèque nécessite un dépôt en banque, par conséquent des sommes lancées dans l'économie nationale au lieu de rester improductives. »

Et ce député ajoute que malheureusement le chèque ne jouit en France que d'une considération relative et son développement, malgré les efforts, n'est encore que très lent. La cause de cette défiance du chèque est due uniquement à la crainte de l'absence d'une provision au jour du paiement.

Il propose, en conséquence, d'adopter le texte suivant: « Quiconque procédera à l'émission d'un chèque sans provision préalable ou au retrait de la provision après la délivrance du chèque, est présumé

avoir agi de mauvaise foi; il lui sera néanmoins loisible d'apporter, le cas échéant, la preuve contraire. L'auteur du délit prévu à l'article précédent sera puni d'une peine de six mois à deux années d'emprisonnement, sans préjudice de l'application de l'amende fiscale prévue par l'article 6 de la loi du 14 juin 1865. Le texte de la présente loi sera inscrit en tête de tous les carnets de chèques vendus ou distribués par les sociétés de crédit. Toute contravention au présent article sera punie d'une amende de 16 à 1.000 francs. »

D'ordinaire, dans notre droit, la mauvaise foi ne se présume pas: la proposition rompt donc ici avec les principes généraux de notre législation. Ce n'est d'ailleurs pas une raison suffisante pour la rejeter. Mais elle se heurte aux objections que nous avons faites au système de la répression pénale.

Le 28 juin 1923, le Comité Central des Chambres Syndicales émettait le vœu de voir introduire le plus rapidement possible dans la loi les modifications ou adjonctions suivantes:

« 1° Que les délais soient allongés pour le paiement des chèques aussi bien sur la même place que de place à place, et qu'une responsabilité soit encourue, en cas de mauvaise foi, si la présentation tardive en est la cause, par tous ceux qui auraient retardé cette présentation volontairement ou par négligence; 2° Que les sanctions soient sévèrement appliquées et même renforcées en ce qui concerne

tous tireurs de chèques revêtus d'une fausse date ; 3° Que le principe du règlement par écritures des chèques barrés soit rigoureusement observé ; 4° Qu'il y ait toujours présomption de mauvaise foi en cas de manque ou d'insuffisance de provision ou de blocage, qu'il s'agisse de chèques barrés ou non barrés ; que la loi soit rigoureusement appliquée et même renforcée à cet égard et que les dispositions pénales en soient insérées sur les carnets de chèques ; 5° Considérant que le chèque barré lui-même peut, dans certaines circonstances, être encaissé par un tiers-porteur indésirable, que soit consacré le chèque barré non négociable sauf à un banquier ; 6° Qu'une propagande active soit faite auprès du public, par tous les moyens, pour répandre l'usage du chèque et tendre à ce qu'il se généralise de la façon la plus complète. »

Il est permis de douter des résultats de cette propagande si le porteur, quand il a été dupé, doit continuer à s'adresser au Procureur de la République. Ce qu'il faut, répétons-le, c'est qu'il sache en recevant le chèque, qu'il ne peut être dupé. Et seuls le chèque certifié ou le chèque de banque peut assurer cet effet. Le chèque certifié doit être préféré, car il entraîne moins de complications. Pour obtenir un chèque de banque, que faut-il ? Il faut avoir les fonds nécessaires, comme dans la certification. Il faut ensuite faire virer ces fonds au compte de la banque. Mais cette opération entraîne des droits de timbre,

à raison de l'article 12 de la loi du 31 juillet 1913. Il faut enfin que la banque émette un chèque sur elle-même ou sur une de ses succursales, ce qui nécessite souvent des commissions. Le chèque certifié est donc plus simple et moins onéreux que le chèque de banque; il est donc préférable, puisqu'il a la même sécurité.

Le développement du chèque est fonction de sa sécurité: s'il était sûr, il triompherait assez vite des monnaies et des billets de banque. C'est chose déjà faite en Amérique et en Angleterre, où l'on est d'accord pour dire que 80 0/0 des paiements s'effectuent par chèques. C'est qu'en effet le chèque est supérieur à la monnaie métallique et aux billets.

Aujourd'hui, il y a un intérêt plus aigu que jamais à se servir des chèques, à la condition bien entendu que l'on en use comme en Angleterre ou en Amérique, comme instruments de virement et de compensation. Car l'abondance des billets de la Banque de France a, pour partie, provoqué une baisse énorme de notre franc, et, par répercussion, la hausse du coût de la vie.

Vu: le Président de la thèse,
WAHL

Vu: le Doyen,
BERTHELEMY

Le Recteur de l'Académie de Paris,
Vu et permis d'imprimer,
APPELL

ANNEXE

Loi du 14 juin 1865 réglementant l'usage du chèque.

ARTICLE PREMIER. — Le chèque est l'écrit qui, sous la forme d'un mandat de paiement, sert au tireur à effectuer le retrait à son profit ou au profit d'un tiers, de tout ou partie de fonds portés au crédit de son compte chez le tiré et disponibles.

Il est signé par le tireur et porte la date du jour où il est tiré. Il ne peut être qu'à vue. Il peut être souscrit au porteur ou au profit d'une personne dénommée. Il peut être souscrit à ordre et transmis même par voie d'endossement en blanc.

ART. 2. — Le chèque ne peut être tiré que sur un tiers ayant provision préalable. Il est payable à présentation.

ART. 3. — Le chèque peut être tiré d'un lieu sur un autre ou sur la même place.

ART. 4. — L'émission d'un chèque, même lorsqu'il est tiré d'un lieu sur un autre, ne constitue pas, par sa nature, un acte de commerce. Toutefois, les dispositions du Code de commerce relatives à la garantie solidaire du tireur et des endosseurs, au protêt et à l'exercice de l'action en garantie, en matière de lettres de change, sont applicables aux chèques.

ART. 5. — Le porteur d'un chèque doit en réclamer le paiement dans le délai de cinq jours, y compris le jour de la date, si le chèque est tiré de la place sur laquelle

il est payable, et dans le délai de huit jours, y compris le jour de la date s'il est tiré d'un autre lieu.

Le porteur d'un chèque qui n'en réclame pas le paiement dans les délais ci-dessus perd son recours contre les endosseurs: il perd aussi son recours contre le tireur, si la provision a péri par le fait du tiré, après lesdits délais.

ART. 6. — Le tireur qui émet un chèque sans date ou qui le revêt d'une fausse date est puni d'une amende égale à 6 0/0 de la somme pour laquelle le chèque est tiré.

L'émission d'un chèque sans provision préalable est passible de la même amende, sans préjudice de l'application des lois pénales, s'il y a lieu.

Les chèques sont exempts de tout droit de timbre pendant dix ans, à dater de la promulgation de la présente loi.

*Loi du 19 février 1874 portant augmentation
des droits d'enregistrement et de timbre.*

ART. 5. — Les dispositions suivantes sont ajoutées à l'article premier de la loi du 14 juin 1865: Le chèque indique le lieu d'où il est émis. La date du jour où il est tiré est inscrite en toutes lettres et de la main de celui qui a écrit le chèque. Le chèque, même au porteur, est acquitté par celui qui le touche; l'acquit est daté. Toutes stipulations entre le tireur, le bénéficiaire ou le tiré, ayant pour objet de rendre le chèque payable autrement qu'à vue et à première réquisition, sont nulles de plein droit.

ART. 6. — L'article 6 de la loi du 14 juin 1865 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes:

Le tireur qui émet un chèque sans date, ou non daté en toutes lettres, s'il s'agit d'un chèque de place à place; celui qui revêt un chèque d'une fausse date ou d'une fausse énonciation du lieu d'où il est tiré, est passible d'une amende de 6 0/0 de la somme pour laquelle le chèque est tiré, sans que cette amende puisse être inférieure à 100 francs. La même amende est due personnellement et sans recours, par le premier endosseur ou le porteur d'un chèque sans date ou non daté en toutes lettres, s'il est tiré de place à place, ou portant une date d'émission. Celui qui émet un chèque sans provision postérieure à l'époque à laquelle il est endossé ou présenté. Cette amende est due, en outre, par celui qui paye ou reçoit en compensation un chèque sans date ou irrégulièrement daté ou présenté en paiement avant la date

préalable et disponible est passible de la même amende sans préjudice des peines correctionnelles, s'il y a lieu.

ART. 7. — Celui qui paye un chèque sans exiger qu'il soit acquitté est passible personnellement et sans recours d'une amende de 50 francs.

ART. 8. — Les chèques de place à place sont assujettis à un droit de timbre fixe de 20 centimes. Les chèques sur place continueront à être timbrés à 10 centimes. Sont applicables aux chèques de place à place non timbrés, conformément au présent article, les dispositions pénales des articles 4, 5, 6, 7, 8 de la loi du 5 juin 1850. Le droit de timbre additionnel peut être acquitté au moyen d'un timbre mobile de 10 centimes.

ART. 9. — Toutes les dispositions législatives relatives aux chèques tirés de France sont applicables aux chèques tirés hors de France et payables en France.

Les chèques pourront, avant tout endossement en France, être timbrés avec des timbres mobiles.

Si le chèque tiré hors de France n'a pas été timbré, conformément aux dispositions ci-dessus, le bénéficiaire, le premier endosseur, le porteur ou le tiré, sont tenus, sous peine de l'amende de 6 0/0, de le faire timbrer aux droits fixés par l'article précédent avant tout usage en France.

Si le chèque tiré hors de France n'est pas souscrit conformément aux prescriptions de l'article premier de la loi du 14 juin 1865 et de l'article 5 ci-dessus, il est assujetti aux droits de timbre des effets de commerce. Dans ce cas, le bénéficiaire, le premier endosseur, le porteur ou le tiré sont tenus de le faire timbrer avant tout usage, en France, sous peine d'une amende de 6 0/0.

Toutes les parties sont solidaires pour le recouvrement des droits et amendes.

*Loi du 30 décembre 1911 réglementant l'usage
du chèque barré.*

ARTICLE PREMIER. — La loi du 14 juin 1865 est complétée par les dispositions suivantes :

ART. 8. — Le chèque traversé de deux barres parallèles ne peut être présenté au paiement que par un banquier ; il ne peut être tiré que sur un banquier.

Le barrement peut être effectué par le tireur ou par un porteur.

ART. 9. — Le barrement peut être général ou spécial.

Le barrement est général s'il ne porte entre les deux barres aucune désignation ou seulement la mention: « et Compagnie »; il est spécial si le nom d'un banquier est inscrit entre deux barres.

Le barrement général peut être transformé en barrement spécial.

Le chèque à barrement spécial ne peut être présenté au paiement que par le banquier désigné. Toutefois, si celui-ci n'opère pas l'encaissement lui-même, il peut se substituer un autre banquier.

Il est interdit au porteur d'effacer le barrement ainsi que le nom du banquier désigné.

ART. 10. — Le tiré qui paye le chèque barré à une personne autre qu'un banquier, si le barrement est général, ou à une personne autre que le banquier désigné, si le barrement est spécial, n'est pas libéré.

ART. 2. — Le paragraphe 2 de l'article 5 de la loi du 19 février 1874 est complété par la disposition suivante: Toutefois, en ce qui concerne les chèques remis par un banquier à une chambre de compensation, il suffira d'apposer sur le chèque un simple cachet à date avec la mention « compensé ».

Loi du 2 août 1917 complétant les lois des 14 juin 1865 et 19 février 1874 sur la législation des chèques.

ARTICLE PREMIER. — L'article 2 de la loi du 14 juin 1865 est complété par la disposition suivante: Si la provision est inférieure au montant du chèque, celui-ci produit tous les effets attachés au chèque régulier, jusqu'à concurrence de ladite provision.

ART. 2. — Le dernier alinéa de l'article 6 de la loi du 19 février 1874, modifiant la loi du 14 juin 1865, est remplacé par les dispositions suivantes:

Celui qui émet un chèque sans provision préalable et disponible est passible de la même amende.

Si la provision est inférieure au montant du chèque, l'amende ne porte que sur la différence entre le montant de la provision et le montant du chèque.

Celui qui a, de mauvaise foi, émis un chèque sans provision préalable et disponible, ou qui a retiré après l'émission tout ou partie de la provision, est passible d'une

peine d'emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende qui ne pourra excéder le double de la valeur nominale du chèque, ni être inférieure au quart de cette valeur. L'article 463 du Code pénal est applicable au présent délit.

Loi du 23 mars 1924.

ART. 8. — Le taux du droit de timbre afférent aux chèques et aux ordres de virement en banque est fixé uniformément à 20 centimes, sans addition de décimes. Toutefois, les chèques tirés sur toute autre personne qu'un banquier, un agent de change, le caissier-payeur central du Trésor public, les trésoriers-payeurs généraux ou les receveurs particuliers des finances seront, en outre, soumis au droit du timbre de quittance.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

LES INCONVÉNIENTS ET LES RISQUES DU CHÈQUE ORDINAIRE EN FRANCE.....	5
Le développement des paiements par chèques en Angleterre et aux Etats-Unis.	
Les obstacles à la diffusion du chèque en France.	
Chèques non provisionnés. Bloquage de la provision.	
Plan de l'étude.	

I

LE CHÈQUE CERTIFIÉ. SON MÉCANISME. — LA CONFÉRENCE DE LA HAYE DE 1912.....	13
Description du chèque certifié. Son emploi en Amérique.	
Les Cashier's check's. Supériorité du chèque certifié.	
Les deux formes de certification en Amérique.	
L'Opuscule de la Bankers Trust Company.	
Nécessité d'une loi pour introduire en France le chèque certifié.	
Libellé de la proposition de loi de MM. Fould et de Montjou concernant la certification.	

II

LES ANTÉCÉDENTS PARLEMENTAIRES DU CHÈQUE CERTIFIÉ EN FRANCE.....	21
Rapport de A. Darimon, député au Corps législatif sur le projet de loi sur le chèque en 1865.	
Le chèque certifié et le chèque ordinaire: leurs origines.	
Les avantages et les inconvénients du chèque certifié.	

III

LES RAISONS DE L'ÉCHEC DE LA CERTIFICATION A LA CONFÉRENCE DE LA HAYE.....	30
L'accueil fait à La Haye à la recommandation des délégués américains.	
La confusion qui s'est produite dans l'esprit des délégués entre les deux formes de certification.	
Essai de réfutation de l'argumentation des juristes de la Conférence.	

IV

ETUDE DE LA PROPOSITION DE LOI FOULD-DE MONTJOU, 14 MARS 1923.....	36
La proposition de Montjou-Fould. Exposé des motifs.	
Examen d'un rapport du Comité Central des Chambres Syndicales.	
Les objections non décisives du rapporteur au système de la certification.	
Opinion de M. Max Lambert.	

Opinion de M. Georges Ripert.

La certification en Allemagne pendant la guerre.

Différences entre la certification américaine et la certification allemande.

Critiques adressées par le *Journal de la Bourse et de la Banque* au chèque certifié. Réfutation.

Appréciations de MM. Jean Legrave, Georges Maus, Ch. Tarry.

Raisons qui militent en faveur de l'adoption de la proposition Fould-de Montjou.

Insuffisance des sanctions pénales pour éviter l'émission de chèques sans provision et le bloquage de la provision.

Le paiement par chèques étant organisé dans l'intérêt du tireur et du tiré, il est équitable que le porteur ne supporte pas de risques.

CONCLUSION

72

Le chèque certifié assure au porteur une entière sécurité.

BIBLIOGRAPHIE

Actes de La Haye, Tome II, 1912.

Opuscule de la Bankers Trust Company.

Moniteur du 17 février et du 27 avril 1865.

Bulletin de la Chambre de Commerce Anglo-Belge, 1908.

Le Chèque et la Déflation Monétaire (M. G. de Montjou).

Annales de Droit Commercial et Industriel, août-décembre 1920.

Le Chèque et sa fonction économique (M. A. Buisson).

Berliner Tageblatt du 14 novembre 1916.

Journal de la Bourse et de la Banque du 2 juin 1923.

Eclair de Montpellier du 12 mai 1923.

De l'Extension de la notion de risque au paiement des chèques (M. P. Feschotte).

Traité Élémentaire de Droit Commercial, 1922 (MM. Thaller et Percerou).

